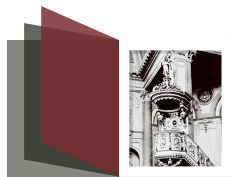


La dîme comme prélèvement ecclésiastique

Par Jean Roy



CONSULTER EN LIGNE

atlas.cieq.ca

Une fenêtre sur le passé québécois

Plus de 200 textes et cartes de référence
sur l'histoire du Québec en libre accès

POUR CITER CET ARTICLE, UTILISER L'INFORMATION SUIVANTE :

Roy, Jean (2001). «La dîme comme prélèvement ecclésiastique» dans Serge Courville et Normand Séguin (dir.), *La paroisse*. Québec: Les Presses de l'Université Laval (coll. «Atlas historique du Québec»). [En ligne]: <https://atlas.cieq.ca/la-paroisse/la-dime-comme-prelevement-ecclésiastique.pdf>

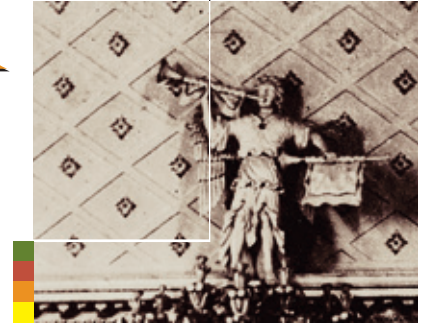
Tous droits réservés. Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ)

Dépôt légal (Québec et Canada), 2001.

ISBN 2-7637-7818-6

Les chercheurs du CIEQ, issus de neuf universités, se rejoignent pour étudier les changements de la société québécoise, depuis la colonisation française jusqu'à nos jours. Leurs travaux s'inscrivent dans trois grands axes de recherche: **les gens** : les populations et leurs milieux; **les ressources** : les moyens d'existence et les stratégies; **les régulations** : la norme, l'usage et la marge. Ils privilégient une approche scientifique pluridisciplinaire originale pour comprendre le changement social et culturel dans ses dimensions spatiotemporelles – www.cieq.ca

SOUTENIR LE PRÊTRE



La dîme comme prélèvement ecclésiastique

A priori, rien de plus simple que le terme, encore largement connu et utilisé, de dîme. Le langage populaire et la plume des ecclésiastiques ont donné à ce mot le sens d'un impôt en nature sans égard au produit décimal : dîme de blé, d'avoine, des patates ou de foin alors qu'aujourd'hui le mot désigne le don en argent sollicité par la fabrique pour le maintien des services paroissiaux. Il est évident qu'une analyse du revenu curial doit d'abord conduire à clarifier les termes de dîme, de supplément et de capitation qui, soulignons-le d'entrée, n'en forment pas les seules sources. Cela permettra plus aisément d'en marquer le caractère composite. En d'autres mots, les revenus du clergé ne proviennent pas seulement de la dîme.

Cette histoire matérielle fait appel aux divers contextes du changement social. Elle trouve son explication dans les actions internes à l'Église et à l'État ; de même que dans l'effet de leurs relations parfois très étroites. Sa compréhension exige également de faire appel aux conjonctures politiques, économiques, démographiques et religieuses, car elles ont déterminé des réactions qui ont transformé substantiellement les formes de revenus ecclésiastiques. L'étude de la vie matérielle de la paroisse et de son clergé ne peut faire l'économie d'aucune de ces perspectives.

L'analyse du prélèvement fiscal ecclésiastique soulève d'abord la question des rapports sociaux. Sur ce plan, les modalités relèvent de l'intervention de l'État qui a légiféré en cette matière comme dans d'autres secteurs de la vie matérielle de l'Église. L'État encore, par sa justice cette fois, fut appelé à trancher pour régler les conflits entre l'Église ainsi que ses représentants et les citoyens. Si bien qu'il n'y a pas lieu de dissocier le premier de la seconde, car cela conduirait inexorablement à se priver des explications les plus justifiées pour comprendre la place prise par l'Église dans la société québécoise et l'appui que l'État lui a apporté. Néanmoins cette mixité et les convergences de vues n'enlèvent rien à l'autorité de l'Église constamment préoccupée par l'affirmation de son



INTÉRIEUR DE L'ÉGLISE DE BAIE-DU-FÈBVRE. L'ÉGLISE A FAIT L'OBJET DE MAINTS TRAVAUX APRÈS SA CONSTRUCTION EN 1840. ELLE EST DÉCORÉE À L'OCCASION DE LA BÉATIFICATION DE SAINT-JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE, LE 18 FÉVRIER 1888.

ASTR 0393-012-14.

indépendance alors même qu'elle n'est pas maîtresse des conjonctures. Par contre, elle est héritière des traits que lui ont légués l'Église de France. Elle est également « instituante », car elle est tout entière appliquée à définir et à mettre en œuvre les moyens qui lui assurent une place de choix dans la société

québécoise. L'institution paroissiale est, à cet égard, exemplaire.

L'histoire de la vie matérielle de la paroisse participe donc pleinement de l'histoire socioreligieuse. Si bien que les changements qui l'ont marquée sont indissociables des autres transformations sociales. Elle reçoit ses premiers traits de l'institution pérenne de la paroisse française métropolitaine et des conditions matérielles faites au clergé sous la monarchie d'Ancien Régime. D'autres caractéristiques viendront des effets provoqués par son transfert de ce côté-ci de l'Atlantique, du passage de la colonie française à la colonie anglaise puis de l'adaptation aux nouvelles conditions d'existence durant la période d'avant l'Union des deux Canadas. La canadianisation de l'Église dans le cours de la seconde moitié du XIX^e siècle a contribué à la consolidation de l'unité pastorale et, par voie de conséquence, à l'amélioration de la vie matérielle du clergé, puis à son confort au XX^e siècle. Son appauvrissement actuel est un fait tardif de ce siècle.

Le contexte d'un pays en voie de colonisation, ce qui est le cas du Québec jusqu'au début du XX^e siècle, a engendré une réelle diversité de situations. Au XIX^e siècle, la croissance démographique a poussé au défrichement des forêts et à la fondation d'établissements, parfois à distance très éloignée des seigneuries habitées. Les transformations de l'agriculture ainsi que la commercialisation de ses produits, ce qu'exprime l'abandon de la culture du blé au profit de l'avoine, puis du foin, et la poussée industrielle, principal facteur de la création des noyaux villageois, ont apporté leur part de changements aux conditions matérielles du clergé en modifiant l'assiette fiscale, notamment.

L'Église ne pouvait rester passive dans un monde en mutation, car les enjeux étaient considérables. L'épiscopat réagit, mais en introduisant d'abord des ajustements à la pièce, qu'il finit ensuite par étendre en promulguant une réglementation générale. Ses gestes illustrent tantôt la fragilité de l'institution ecclésiale débordée par la demande d'aide financière de la part des prêtres missionnaires dans les années de grande migration vers les nouveaux territoires, tantôt son assurance à étendre les mesures fiscales à toute la population. C'est cependant en ne négligeant aucune source de revenus pour le soutien de son clergé que l'Église s'est assurée des services d'intermédiaires dévoués.

LA DÎME

L'Église s'est montrée soucieuse de procurer à ses prêtres des moyens de subsistance suffisants pour les libérer des travaux manuels et ainsi les attacher plus étroitement à l'exercice des fonctions de pasteurs d'âmes. Au cours des âges, elle en a rappelé la référence biblique. À l'instar de nombreux prédécesseurs,

canonistes et théologiens, M^{gr} Louis-Adolphe Paquet puise, à son tour, dans l'Ancien Testament et, par analogie à l'ouvrier qui mérite son salaire, justifie celui de l'ouvrier de la religion. Dans le discours qu'il prononce devant les membres de la Société royale du Canada, le 16 mai 1911, le théologien de Québec cite le chapitre 18 des Nombres qui dit que le Seigneur a donné les dîmes, c'est-à-dire la dixième partie des fruits ou de la récolte, à Aaron et aux Lévites pour leur permettre de subsister. Il s'agit réellement d'un impôt au profit du clergé. Quant à eux, les historiens du droit ecclésiastique se sont évidemment penchés, et depuis fort longtemps, sur l'histoire de cet impôt. Si bien que les grands dictionnaires d'histoire et de droit canonique permettent de retracer les principales étapes de son histoire. Il est utile de les rappeler car elles mènent jusqu'à nous.

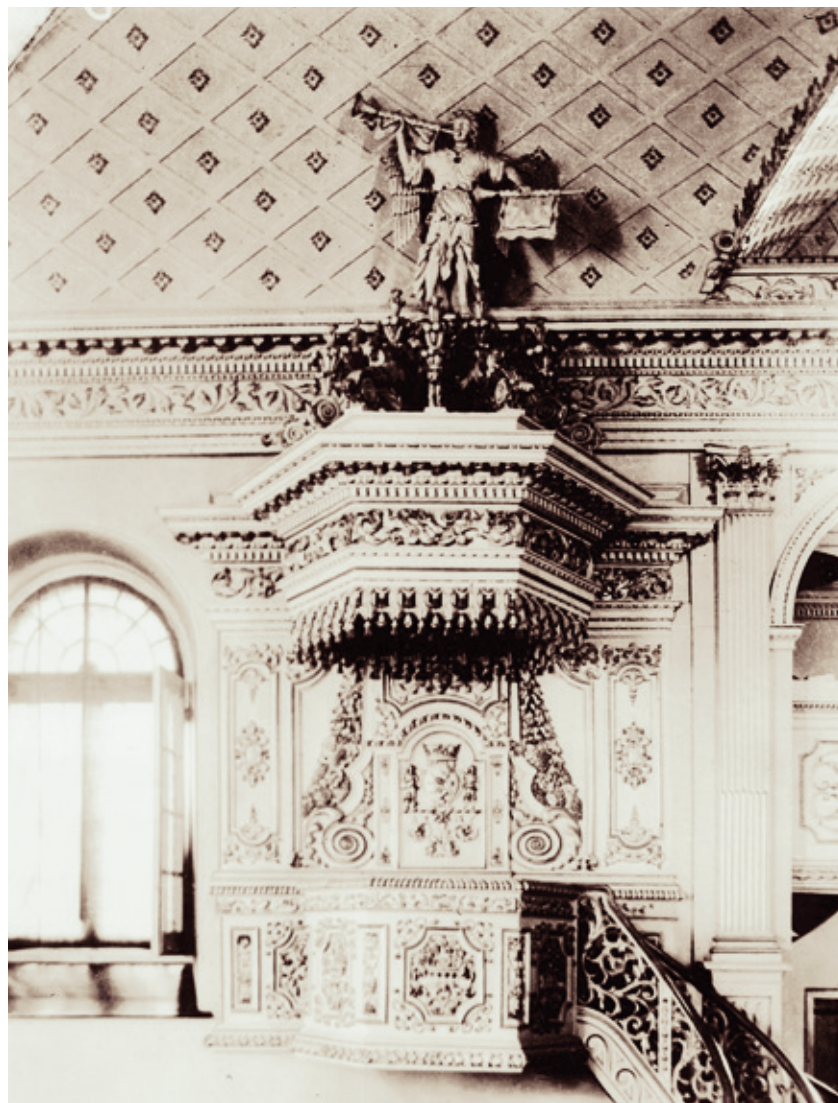
Du temps du Christ, la redevance conserve encore son caractère obligatoire. Il reste que le mot dîme n'apparaît pas dans le Nouveau Testament même si les Évangélistes répètent à plusieurs occasions que tout ouvrier y a droit. La préoccupation d'assurer au ministre du culte un entretien décent est réelle, partagée également par les fidèles de l'Église des premiers siècles qui estiment qu'il leur revient d'y satisfaire. La forme de ce paiement n'est cependant pas prescrite. En effet, les circonstances de la naissance de l'Église ne se prêtent pas à la création d'un autre type de revenu que le don volontaire. Sans qu'on soit capable de préciser l'époque de la transition, la dîme devient obligatoire. Son paiement est vu comme un devoir de conscience. Saint Augustin n'affirme-t-il pas que c'est une chose due ? Mais cette affirmation risquait d'être vaine si elle ne s'accompagnait pas d'une menace et d'une sanction à l'endroit du mauvais payeur. Le pas est franchi par les Pères du concile de Macon qui, en 585, menacent d'excommunication ceux qui refusent l'impôt. Le rappel fréquent de l'obligation laisse croire que ses effets sont aléatoires. L'appui du pouvoir civil, sous les carolingiens, va raffermir la position de l'Église. C'est en effet en 779 que Charlemagne inscrit dans le capitulaire d'Herstal, près d'Aix-la-Chapelle, en Belgique, la prescription formelle de payer la redevance. En conséquence, qui désobéit « au ban royal » est condamné à payer une amende. L'empereur confie à l'évêque la gestion de la taxe. Au cours des siècles suivants, ce texte est maintes fois remanié, mais il conserve le principe qui en fait toute son importance. Le concile de Trente maintient la menace d'excommunication. Cependant, elle doit être précédée d'un avertissement. Le roi de France agit aussi de son côté. En 1579, Henri III légifère. Il donne alors l'ordonnance de Blois dont deux articles, 49 et 50, précisent la réglementation : les décimateurs, la nature des produits, la quotité et le mode de prélèvement. L'ordonnance de Melun, l'année suivante, les reprend. Selon l'historien du droit canonique, Durand de Maillane, ces deux articles sont « comme des règle-

ments fondamentaux qui ont servi de base à tous ceux qui ont été faits postérieurement sur les différents objets de leur disposition ». Au mois de février 1657, à la demande du clergé, le jeune Louis XIV livre un nouvel *Édit pour la levée et perception des dîmes* [...]. Il n'est pas enregistré par les Parlements et, en conséquence, n'est pas appliqué. Sa grande valeur repose sur le rappel des obligations et les éclaircissements qu'il fournit sur le processus appliqué en France. Pour nous, son intérêt réside dans la conjoncture de l'histoire religieuse de la colonie française d'Amérique du Nord où il apparaît.

LA CANADIANISATION DE L'INSTITUTION

François de Laval est, en 1657, archiprêtre du diocèse d'Évreux, en Normandie. Formé à l'école des enseignements du concile de Trente, diplômé en droit canonique, il connaît les textes qui régissent l'Église de France, notamment les écrits royaux qui gèrent les rapports de l'Église et de l'État, ce qui est le cas des lois sur la dîme. Sa charge pastorale l'amène à visiter les paroisses de son doyenné et il acquiert ainsi une bonne expérience de l'organisation diocésaine et paroissiale. Entre autres questions, celle de la dîme lui devient familière.

Fait évêque de Pétrée le 8 décembre 1658, François de Laval a 35 ans lorsqu'il arrive à Québec, le 16 juin suivant, muni des lettres papale et royale de vicaire apostolique. Son arrivée marque certainement le début des changements qui seront bientôt apportés aux statuts de la colonie. Pour lors, elle signale le passage de l'Église missionnaire à l'Église des colons, avant même de devenir territoire diocésain, en 1674. Entre-temps, la Nouvelle-France a été élevée au rang de province de France. Cette année-là, en 1663, François de Laval met en place les bases de son pastorat, dont le Grand Séminaire, « pour servir d'agent d'unification entre les prêtres ». Autre moyen, particulièrement efficace pour tenir bien en main le clergé paroissial, mais allant cette fois à l'encontre du concile tridentin, il décide que les cures seront dorénavant « amovibles », se réservant ainsi le pouvoir d'en nommer et d'en destituer le titulaire. Il montre aussi son souci de procurer à son clergé les revenus suffisants à l'exercice libre de la fonction curiale. Il imagine alors de confier au séminaire la répartition équitable des produits des fruits décimaux entre les prêtres des paroisses. Mais, en 1679, un édit de Louis XIV met fin au système des cures amovibles et donne au prêtre paroissial la propriété du produit décimal. Les solutions de l'évêque n'ont pu soutenir l'épreuve du temps et du changement. En fait, la situation canadienne évolue suffisamment rapidement pour enlever tout réalisme au moyen imaginé par Laval. L'accroissement de la population, la création de nouvelles paroisses par Laval lui-même, et l'esprit même de l'impôt dont le revenu doit également servir au soula-



CHAIRE DE L'ÉGLISE PAROISSIALE DE TROIS-RIVIÈRES, SCULPTURE DE GILLES BOLVIN, VERS 1735; ELLE DISPARAIT DANS LE GRAND INCENDIE DE TROIS-RIVIÈRES EN 1908.

P.F. Pinsonneault, photographe, ASTR 386-44.

gement des pauvres de la paroisse favorisent la stricte application des décisions conciliaires.

Le premier évêque de Québec se préoccupe aussi de fixer le taux de la taxation. S'appuyant sans doute sur l'expérience acquise lors de ses visites de paroisse dans le diocèse d'Évreux, il impose la dîme à la treizième part de la récolte des grains. Ce taux, égal au taux moyen de la France, lit-on dans le dictionnaire des institutions de Marcel Marion, s'avère certes inférieur à celui de la Normandie qui est la 11^e partie. Néanmoins, il paraît trop élevé à la population de la colonie qui s'en plaint, contraignant l'évêque à le réduire au 20^e, puis à suspendre la dîme. L'État prend la relève, en 1667, et Talon la fixe au 26^e, pour une durée de vingt ans. Ce taux est bientôt confirmé par l'édit royal de 1679 et ne va plus changer. Un autre sujet de contestation est le produit soumis au prélèvement, trop largement étendu à « tout ce qui naît de la terre ou de l'industrie de l'homme ». Au début du XVIII^e siècle, des membres du clergé se sont appuyés sur le règlement du 23 août 1667 pour taxer d'autres produits que les grains, ce à quoi s'oppose, bien sûr, la

population. Le Conseil d'État tranche en sa faveur le 18 novembre 1705. Jugeant que l'usage crée la jurisprudence, il arrête que le règlement du 4 septembre 1667 limitait la dîme aux grains. Cette décision est ratifiée le 12 juillet 1707. Mais elle n'interdit pas aux curés la recherche d'un supplément de revenu à même le don royal pour le soutien de l'Église de la colonie.

La question de la dîme ne concerne donc pas que l'Église. Bien au contraire, l'intervention de l'État est capitale car elle autorise un éventuel recours à la justice royale, fût-ce contre une disposition épiscopale. Ainsi qu'on vient de le voir, la dîme a fréquemment fait l'objet de réclamations au roi de la part de la population. De ces appels sont sortis les principes généraux de son application. Ils se ramènent à trois points : le propriétaire doit la payer au curé de sa paroisse ; la taxe est fixée à la 26^e partie — 4 % — de tous les grains ; elle est portable, c'est-à-dire que la personne dîmée a la responsabilité de livrer les fruits décimaux à la résidence du curé.

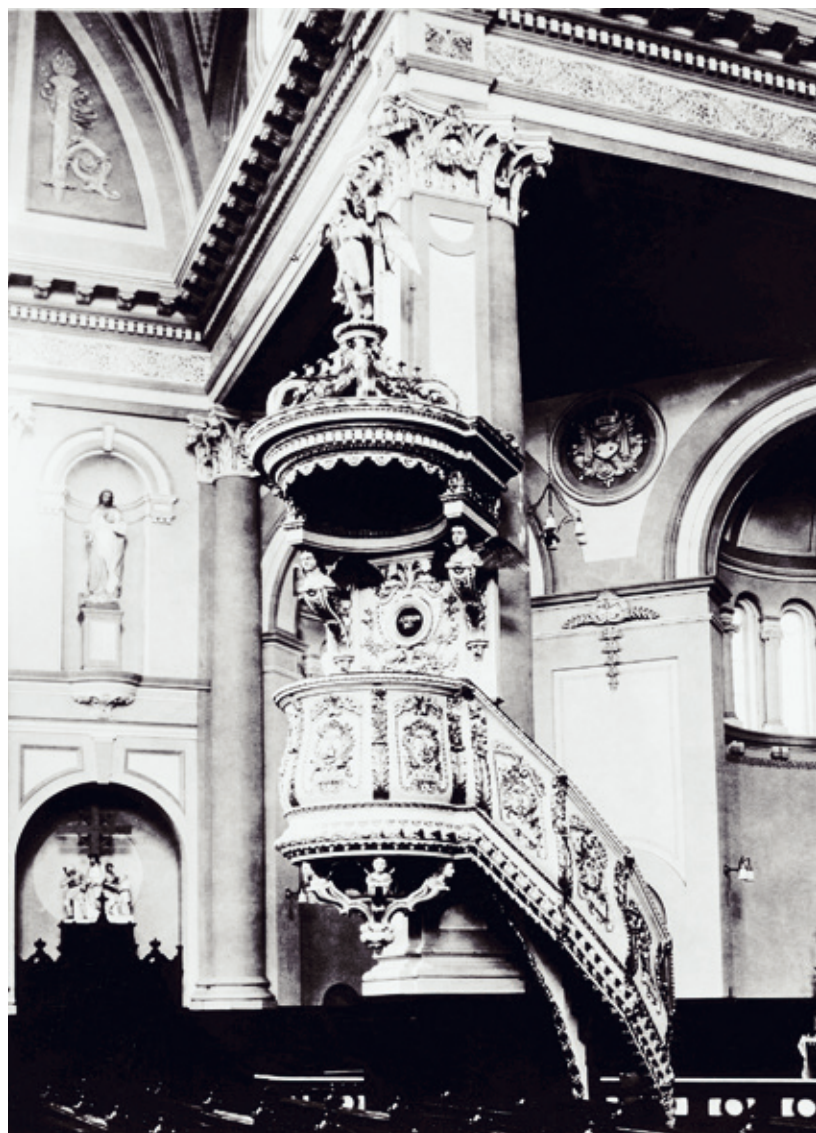
Des deux côtés de l'Atlantique, c'est d'un œil intéressé que le clergé veille à la perception de la dîme. Bien que les modalités de paiement et de prélèvement différentes prévalent, l'institution reçoit une partie de sa vigueur de l'appui que lui donne la législation monarchique.

LÉGITIMITÉ ET CONTESTATION DE L'INSTITUTION

Est-ce que la rupture provoquée par la Conquête de 1760 conduit à un bouleversement ? Les changements politiques mènent-ils à la contestation de la fiscalité ecclésiastique ? Les habitants ont, en effet, le loisir d'en ignorer le paiement ainsi que l'autorise son abolition par le gouvernement militaire. La nouvelle situation juridique fait en sorte que ni la population non plus que l'évêque ne peuvent faire appel à la justice civile, comme le reconnaît d'ailleurs M^{gr} Briand, dans une lettre pastorale aux habitants de Kaskakias, Illinois, le 7 août 1767. En réalité, les fidèles continuent de payer la dîme, se pliant ainsi à la loi ecclésiastique qui n'a pas levé la menace de sanction. Qui plus est, le clergé fait bientôt appel à la justice civile pour obtenir le versement de l'impôt. Au total, les preuves sont nombreuses pour démontrer que les fidèles, tôt au lendemain de la Défaite de 1760, peut-être quelques années après avoir réparé les effets de l'abandon des terres et des destructions, continuent à soutenir leur curé, conformément à leur culture religieuse et par solidarité avec les leurs dans une période perturbée. Si bien que son rétablissement, inscrit dans l'Acte de Québec, en 1774, pour des raisons politiques, entre autres la menace américaine, consacre un fait nullement remis en question par les habitants. Après quinze ans de domination, les rédac-

teurs de l'Acte de Québec jugent préférable de revenir à la situation antérieure à la Conquête. L'Acte rétablit le clergé dans ses droits, rappelant du coup les fidèles à l'obligation qu'ils n'ont d'ailleurs pas cessé de remplir. Le confirme la lecture des notes de la visite pastorale effectuée par l'évêque Briand dans les paroisses du district de Montréal, en 1768.

Tant au XVIII^e qu'au XIX^e siècle, le clergé ne manque pas de recourir aux tribunaux civils contre les mauvais payeurs. Dans le diocèse de Saint-Hyacinthe, cet appel est rare car la mesure risque d'entraîner la déconsidération du poursuivant. Dans le district de Trois-Rivières, la même prudence existe,



CHAIRE DE L'ÉGLISE DE LOUISEVILLE, SORTIE DE L'ATELIER D'URBAIN DESROCHERS DE POINTE-AUX-TREMBLES EN 1829, TRANSFÉRÉE DANS L'ÉGLISE CONSTRUITE EN 1921. LE CURÉ BOUCHER FIT, EN 1879, L'OBJET D'UNE VIVE ATTAQUE DE LA PART D'UN OPPOSANT À LA SUITE DE LA TAXATION DÉCRÉTÉE PAR L'ÉVÊQUE LAFLÈCHE. IL DUT MONTER DANS CETTE CHAIRE POUR SE DÉFENDRE DES ALLÉGATIONS CONTENUES DANS QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR L'AUGMENTATION DE LA DÎME DANS LA PAROISSE DE RIVIÈRE-DU-LOUP.

ASTR 0393-095-27.

mais, selon René Hardy, elle n'empêche pas la judiciarisation dans 34 cas, entre 1838 et 1884 ; la moitié d'entre eux étant le fait de deux curés plaideurs.

La légitimité de l'impôt ecclésiastique n'est donc pas remise en question par les paysans, sauf après 1830, par une « minorité [...] significative ». La dîme est alors associée au prélèvement seigneurial. Ils sont réunis dans la dénonciation de la féodalité, particulièrement incriminée dans la région de l'Acadie. Le débat est certes beaucoup plus large, car il concerne l'abolition du Régime seigneurial de même que les autres vestiges de l'Ancien Régime. Mais le combat est mené cette fois par les forces libérales qui, à la mi-siècle, le portent sur le terrain politique. Bien sûr, les évêques s'en émeuvent. Aussi est-il suggéré aux prélats réunis en concile de prendre position sur un tel projet dont on croit qu'il sera soumis au gouvernement. L'avis de leurs conseillers est, pourtant, de ne rien faire, car il n'est pas du tout certain que le Parlement veuille la disparition de la dîme. Il leur paraît donc sage d'attendre avant de prendre position et de rechercher une solution aux questions soulevées par Jean-Baptiste-Éric Dorion dans le journal *L'Avenir*.

C'est au nom des principes libéraux que Dorion dénonce fréquemment la mesure fiscale entre le 30 décembre 1848 et 1852. Il dit ne s'attaquer qu'au « fanatisme religieux, le charlatanisme religieux et ces prêtres qui [...] ne songent qu'à acquérir des richesses ». Il prône l'abolition de la dîme, largement discriminatoire car seule « la classe agricole » est assujettie à son paiement. Il suggère de la remplacer par « un salariat uniforme pour le clergé », à la charge de tous les pratiquants. Conséquent dans sa démarche, Dorion inscrit cette question dans son programme politique à l'occasion des élections dans le comté de Champlain où il se présente comme député en 1851.

RECHERCHE PRUDENTE ET LABORIEUSE D'UNE RÉPARTITION ÉQUITABLE

Dorion étaye son propos par des exemples précis de discrimination qui jouent en faveur des groupes sociaux aisés des villages et des petites villes, telle Saint-Hyacinthe où résident, écrit-il, 550 familles exemptes de payer la dîme. En conséquence, celle-ci repose uniquement sur les 350 familles d'agriculteurs de la paroisse. Tout ceci est évidemment bien connu de l'évêque Bourget qui, dans une lettre datée du 7 mars 1851, adressée à son homologue Turgeon de Québec, suggère « la mise en vigueur d'une autre loi qui répartirait la dîme entre les cultivateurs et les résidents de paroisse ». Il croit que cette suggestion priverait les politiciens de la promesse d'une diminution des dîmes. D'autres suggestions ont certainement cours, comme le laisse croire le projet d'une requête destinée à « l'Honorable assemblée législative de la Province de Québec en Parlement assemblée¹ ». La pétition, appelée à être signée par les habitants des

paroisses, aurait reçu l'aval de l'évêque Guigues. Elle promeut l'établissement d'une subvention unique « qui tiendrait lieu de la dîme, du casuel et autres honoraires affectés jusqu'à présent au soutien des dits curés ». Sa quotité serait fixée par convention et répartie sur la population. Le projet émane de la partie orientale du diocèse d'Ottawa, habitée majoritairement par des catholiques alors que la partie ontarienne est peuplée par des protestants. Cette partition engendre des mesures distinctes pour le soutien du clergé. La proposition ne connaît pas de suite.

De son côté, l'évêque Bourget n'appelle pas à un tel changement car dit-il les fidèles « étaient accoutumés » à la loi civile, à « la loi sur la dîme » dont un précieux effet est de favoriser le recrutement du clergé. Les revenus attachés à la fonction dans l'Église ainsi que la promotion dans la carrière sont assurément des dimensions que ne saurait négliger l'évêque. Enfin, Bourget s'affiche en faveur du *statu quo*² — faute de pouvoir imaginer une formule plus adéquate que la taxe universelle. À ses yeux, celle-ci a l'inconvénient de demander la présence d'un « collecteur » dont la rémunération s'ajouterait à celle du curé. Il refuse également d'adopter, comme solution, la souscription volontaire.

Dix ans plus tard, en 1868, l'épiscopat qui se réunit en concile provincial n'a pas encore en mains de solution pour « répartir la dîme entre les cultivateurs et les non-cultivateurs³ ». Toutefois, il déclare que « l'obligation de payer la dîme ne relève pas de la loi civile, mais des besoins de l'Église et que tout évêque peut l'imposer selon les nécessités de son diocèse et même décréter des peines contre ceux qui refuseraient de s'en acquitter. [...] C'est donc en conscience que les fidèles y sont tenus d'abord ». Les évêques soulignent de la sorte l'entrée en vigueur toute récente du code civil de 1866, mais ils sentent la nécessité de réaffirmer la préséance du religieux sur le civil. Le geste de l'État illustre, de son côté, la place qu'il fait à l'Église dans la société et il montre sa disposition à soutenir ses représentants. Même si l'épiscopat proclame son pouvoir unique de changer les modalités de la dîme et, au besoin, de contraindre les récalcitrants, il sort certainement conforté par l'article du code civil. Sentiment ressenti à nouveau à la suite d'une réponse du premier ministre Mercier aux « Grievs des protestants dans la province de Québec ». L'auteur, Robert Sellar, rédacteur du *Huntingdon Gleaner*, dénonce les abus dont sont victimes ses coreligionnaires, dans les paroisses. Mercier intervient pour rétablir les faits et corriger les erreurs d'interprétation sur l'histoire de l'institution paroissiale, ce qui inclut la dîme⁴.

Mais encore faut-il convaincre la population de la nécessité de modifier le régime de taxation. L'évaluation que la hiérarchie cléricale fait de la situation lui démontre qu'il n'y a pas qu'une seule mesure à trouver pour rendre plus équitable le soutien des

curés. Selon l'épiscopat, le maintien de la dîme doit demeurer l'assise principale de l'impôt dans les campagnes. Cependant, il voit bien que la taxe touche inégalement les cultivateurs parce qu'ils délaissent les grains ; de plus, elle ne rejoint pas les villageois, qu'ils fussent ouvriers, artisans ou membres des professions libérales. Un tournant est à prendre.

L'évêque Taschereau s'est attaqué à ce problème, mais il avoue à ses collègues, en 1873, que c'est en vain « qu'il avait cherché [...] un moyen efficace et praticable ».⁵ Néanmoins, les évêques bougent, chacun dans son diocèse et à sa façon. La même année, l'évêque de Trois-Rivières, Louis-François Laflèche, impose des mesures locales. Ici, il en reconduit une, déjà prise par son prédécesseur Thomas Cooke et, là, il innove, selon l'exigence de la situation. L'ajustement que Laflèche prescrit aux fidèles de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan en est l'illustration. Il les assujettit tous au prélèvement. D'abord, il reconduit la dîme, puis il s'adresse à ceux dont la dîme ne totalise pas deux dollars et leur demande de payer le reste en argent ; enfin quant à ceux qui ne cultivent pas, ils doivent également payer deux dollars par famille et par année⁶. Un relevé effectué dans les registres de l'insinuation ecclésiastique du diocèse de Trois-Rivières montre que des dispositions semblables ou toutes proches, car les caractéristiques propres des paroisses sont prises en compte, sont avancées.

L'approche de l'évêque La Rocque de Saint-Hyacinthe est plus générale. Dans une lettre du 1^{er} avril 1874, publiée dans les Mandements, il annonce sa visite pastorale. Il signale l'attention qu'il portera aux conditions matérielles dont la dîme. Cette lettre est appelée à être lue aux paroissiens. Aussi est-il nécessaire de préciser l'objet de son attention ainsi que les raisons des modifications à apporter. Le prélat se réjouit des changements survenus dans l'agriculture et il dit favoriser leur progression. Selon lui, ils seront bénéfiques à toute la population. Mais il déplore que la prospérité qui en découle n'ait pas atteint le clergé dont le revenu est encore attaché à la dîme des céréales. C'est cela qu'il faut modifier. L'évêque reste prudent comme le montre une note réservée aux curés : « Convaincu qu'il vaudrait mieux pour nous commencer doucement à agiter la question », il n'en souhaite pas moins introduire « un système [...] en harmonie avec l'esprit du temps ». Il demande aux curés de préparer et d'annoncer la transition afin d'obvier « au pur et simple volontarisme ». En 1878, Charles La Rocque est encore à la recherche d'un moyen idéal. Il consulte ses curés et leur demande ses suggestions. Les réponses qu'il reçoit sont variées ; mais d'après une majorité des 52 répondants, la dîme est encore préférable à la taxe foncière.



M^{gr} ÉDOUARD-CHARLES FABRE, 1827-1896,
ÉLU TROISIÈME ÉVÊQUE DE MONTRÉAL, EN 1873, ET
PREMIER ARCHEVÊQUE EN 1886.
I.E. Livernois, photographe, ASTR 0385 -07-11.

Certes, les fidèles qui ne contribuent pas encore peuvent être d'accord là-dessus. Or, c'est précisément cela qu'il paraît urgent de modifier. Les évêques réunis en concile provincial, en 1886, le reconnaissent. Mais ils refusent d'adopter une mesure générale, tout en sachant que la taxe en argent est la solution appliquée ici et là.

Cette urgence est vraisemblablement plus grande dans les paroisses où l'agriculture n'occupe plus la majorité des travailleurs. Phénomène qui croît avec le siècle et qui est particulièrement évident à Montréal. Davantage qu'ailleurs, le problème est compliqué. Les prescriptions locales, prises avant 1890, ne conviennent plus. Celle que l'évêque Fabre annonce le 23 janvier 1890 particularise encore les paroisses en leur laissant le soin de fixer « une somme déterminée ». Comme cette formule est déjà en usage dans le diocèse et qu'elle « produit un bon résultat », il la croit suffisante. Apparemment, ce n'est pas le cas. À vrai dire, les paroisses de Montréal et de sa banlieue ne peuvent être assimilées aux autres paroisses du diocèse. Elles requièrent une solution adaptée à leurs caractéristiques. Fabre finit par le reconnaître, si bien que l'ordonnance du 19 octobre 1890 fixe un seul montant en argent : deux dollars par famille et un dollar pour les individus de 18 ans et plus, vivant en dehors de la famille⁷. L'année suivante, les évêques de Nicolet et de Trois-Rivières consolident les moyens déjà en application : la dîme sur les grains et la taxation sur le foin commercial, auxquelles s'ajoute un impôt en argent, appelé capitation.

Cette brève rétrospective a pris l'apparence d'un mouvement irrésistible aboutissant, en fin de course, à l'application d'un ensemble de moyens dont l'équilibre, sinon l'idéal, a pu être souligné par M^{gr} L.-A. Paquet. Rempli d'assurance, le propos rend mal compte des conjonctures et de la réalité vécue, dont il faut retracer les grandes lignes. Or, comme on l'a vu, l'hésitation et l'attentisme marquent d'abord la politique épiscopale. Puis, elle s'adapte et finit par imposer le point de vue qui est le sien. À la toute fin du siècle dernier, l'épiscopat prend des dispositions universelles et il fait porter l'impôt sur les principaux produits du commerce ainsi que sur les revenus personnels. Mais avant ?



LES FORMES DU REVENU CURIAL

Historiquement, la première des ressources financières du clergé, la dîme des grains, reste longtemps à la base du régime de la « rétribution des curés ». Mais en réalité elle n'est jamais la seule source des revenus curiaux. Sous le régime de la colonisation française, l'évêque reçoit une certaine somme de la part du roi pour aider ses prêtres et ses missionnaires, là où les revenus décimaux ne suffisent pas à leur procurer un revenu jugé décent. Des facteurs aussi différents que la pénurie de prêtres, pour desservir les plus anciennes paroisses au cours de la première partie du XIX^e siècle, et la colonisation provoquent diverses réactions tant de la part de l'épiscopat, du clergé paroissial, des missionnaires que des fidèles. Bref, une grande variété de situations locales est créée et il importe de trouver des solutions aux nouveaux problèmes.

La situation optimale à laquelle pense l'épiscopat est celle où l'assemblée des fidèles, regroupés en paroisses, assure le soutien matériel de son pasteur grâce à l'impôt décimal et, au besoin, avec un supplément. La réalité en est parfois éloignée car l'éventail des moyens financiers mis à la disposition du clergé

CHAPELLE DE SAINT-ALBERT-DE-WARWICK EN 1877, CONSTRUITE EN 1861.
ELLE PRÉCÈDE L'ÉGLISE ACTUELLE QUI EST DE 1882.
ASN F085/P8205.

est plus ou moins ouvert selon le bien-être collectif ou, en son contraire, selon la précarité matérielle des fidèles. Dans le cas des territoires en voie de colonisation et des paroisses jeunes, la diversité des moyens de subsistance est la règle et l'origine du financement du soutien accordé au prêtre est nécessairement varié. Voyons de plus près l'espace en évolution dans lequel le missionnaire se meut, ainsi que ses revenus.

Le mouvement de colonisation des cantons, amorcé à la fin du XVIII^e siècle par des immigrants américains auxquels viennent s'ajouter des Britanniques et des Irlandais, prend de l'ampleur dans le cours de la décennie 1820, parfois légèrement plus tôt comme dans la vallée de la Saint-François, pour devenir un fait massif au cours de la décennie suivante. Le Saguenay, l'Outaouais, le Haut-Richelieu, la Mauricie et les Bois-Francs sont les autres régions en voie de peuplement. Les *squatters* et les colons sont dispersés sur de vastes territoires. Là où la ligne des cantons s'appuie sur les limites des seigneuries, les curés des plus anciennes paroisses se déplacent pour

donner les services spirituels à la population. C'est le cas de Jean Rimbault⁸, un clerc français émigré en Angleterre où il fait l'apprentissage de l'anglais. Il vient ensuite à Québec où il est accueilli par l'évêque Hubert qui ressent le manque d'effectifs cléricaux. Il lui confère rapidement les ordres et l'envoie servir. La poursuite de sa carrière l'amène à la cure de Nicolet. C'est là qu'il se trouve en 1815 et d'où il part pour la garnison de Drummondville car une colonie mixte s'y implante en 1815. Il ouvre le premier registre d'état civil en 1816. Sa visite est semestrielle. En 1820, l'évêque lui enlève Drummondville qu'il confie au curé de Sorel, Jean-Baptiste Kelly qui s'y rend deux ou trois fois par année. Mais ce n'est qu'en 1825 que Drummondville a un prêtre résidant, Jean Holmes. Le territoire qu'il parcourt est considérable puisqu'il couvre tous les cantons entre Grantham et Ascott (Sherbrooke). Il fut progressivement divisé. En 1834, John McMahon fut affecté à la mission de Sherbrooke et des cantons situés entre Brompton et Stanstead. Son immense mission d'environ 6 000 km² comptait, en 1839, quelque 1 100 catholiques. Sa charge pastorale et celle de Holmes à Drummondville furent réduites avec l'installation de Hubert Robson à Kingsey, en 1842. Un même schéma s'est produit dans les Bois-Francs. Dans sa monographie sur le diocèse de Saint-Hyacinthe au XIX^e siècle, Christine Hudon y voit une évolution semblable, bien que la présence des prêtres dans cette région soit un peu plus tardive, car les catholiques commencent à s'y installer surtout après 1835.

Le traitement des missionnaires est certainement modeste, partout à la hauteur des moyens des colons dont la pauvreté ne doit pas faire de doute, surtout dans les premières années de défrichement. Mais un principe veut qu'on demande aux fidèles de subvenir à l'entretien de leur desservant. Celui-ci est d'ailleurs en mesure d'exiger une contribution de chacune de ses missions. Le 17 septembre 1856, celles de Saint-Étienne-des-Grès, Shawinigan et des Forges Saint-Maurice sont confiées à l'abbé Noiseux qui reçoit des deux premières « la dîme de patates et du foin suffisamment pour l'entretien d'un cheval. Quant aux habitants des Forges Saint-Maurice, ils continueront à payer 2 shillings et demi par communiant tel qu'il a été réglé de tout temps par les évêques de Québec⁹ ». L'évêque La Rocque de Saint-Hyacinthe applique le même principe dans son diocèse. Au total, le salaire du prêtre résulte fréquemment de l'addition de plusieurs sources de revenus. Ainsi, la caisse Saint-Thomas qui est une mutuelle et l'Œuvre de la Propagation de la Foi, établie au Québec en 1838-1839, souvent sollicitée par les missionnaires, leur verse de nombreuses allocations. Elle continue de l'être fréquemment alors même que la mission a obtenu un prêtre résidant.

Les colons de la mission de Saint-Juste-de-Kapibouska (Saint-Tite) désirent que leur desservant

se fixe parmi eux. Guillemette loge, en effet, dans le presbytère du curé Olscamps, à Saint-Stanislas. Mais, visiblement, il a hâte d'en partir comme d'ailleurs son hôte a l'espoir de le voir s'en aller. De leur côté, les habitants de Saint-Tite sont disposés à s'engager « volontiers à payer la somme de 100 louis pour avoir le prêtre résident, en comptant un peu sur l'argent de la Propagation de la Foi¹⁰ ». Toutefois, selon l'évêque, il est clair que les Saints-Titiens ne sont pas encore en mesure de le soutenir adéquatement. Deux ans plus tard, ils sont prêts à s'obliger, par acte notarié, à payer « un supplément de 200 dollars par année jusqu'à ce que la dîme ordinaire ait atteint la somme de 400 dollars ou pour au moins 5 ans à partir de 1860¹¹ ».

L'obtention d'un prêtre résidant marque une étape dans l'histoire de la paroisse. Il y a cependant une condition à remplir qui, vers 1850, est l'assurance de réunir la somme de 100 louis ou 400 dollars. Aux yeux de l'épiscopat, ce revenu paraît minimal. Dans le cas de plusieurs paroisses de colonisation, les cultivateurs mettent plusieurs années avant de pouvoir verser l'équivalent en fruits décimaux. Les modalités de paiement sont alors fort variables et circonstancielles. Toutefois, la réalité locale s'embarrasse peu de règles strictes ou des principes de droit ecclésiastique. Les cas de figure sont ainsi fort nombreux et interdisent l'établissement d'un modèle unique. Seules comptent les possibilités qu'offrent les lieux.

Afin d'avoir un curé sur place, les habitants de Sainte-Gertrude, dans le comté de Nicolet, s'engagent devant notaire, au mois de novembre 1849. En plus de la dîme ordinaire, ils ont à verser un supplément fait de produits divers : une dîme de patates au 26^e minot, pas moins de 40 cordes de « bons bois francs de deux pieds et demi de longueur, bûché et fendu en bonne saison, 600 bottes de foin de mil, le tout rendu au presbytère : avec droit de poursuite¹² ». Cinq années plus tard, ils sont à nouveau mis dans l'obligation de s'engager par écrit envers leur curé pour suppléer à l'insuffisance de la « dîme légale » et à lui livrer ce supplément « en temps convenable à sa demande ». De plus, quatre des signataires sont autorisés « à demander, retirer, faire payer et rendre au presbytère pour le curé, la dîme légale et le supplément¹³ ».

L'objectif commun est de suppléer le manque à gagner de la dîme des grains qui est la « dîme ordinaire ». Mais l'épiscopat veut des assurances de la part des fidèles. Il leur demande de s'engager formellement par un acte notarié. Le principe de l'engagement écrit a été largement utilisé ainsi que le montrent des exemples nombreux pris dans le diocèse de Saint-Hyacinthe. L'entente signée par les fidèles rend compte de la pression mise sur eux par un épiscopat habile à utiliser la menace de retirer le prêtre. L'évêque dicte ses conditions et il identifie les produits imposables. En d'autres mots, il s'agit de taxer d'autres produits que les céréales afin de procurer un supplément de revenu.

CHAPELLE, PRESBYTÈRE, BANC DE CRIÉE, PAROISSE
DE SAINT-BONAVENTURE, COMTÉ DE YAMASKA ;
CHAPELLE DE 1877, BÂTIE EN 1865.
ASN F085/P8202.

La pratique est ancienne et on peut croire que la commercialisation d'un produit agricole le désigne comme nouveau fruit décimal¹⁴. La pomme de terre est un exemple. Les notes de visite pastorale de l'évêque Jean-François Hubert, entre 1787 et 1791, montrent que les curés de plusieurs paroisses en percevoient la dîme. À certains endroits du district de Trois-Rivières, comme à Sainte-Anne-de-la-Pérade et à Sainte-Geneviève-de-Batiscan, elle rapporte beaucoup. La place que ce tubercule va prendre dans l'alimentation et dans la production le pointe comme source du prélèvement fiscal. M^{gr} Cooke l'impose aux habitants des missions de Shawinigan et de Saint-Étienne-des-Grès, en 1857. Son successeur Laflèche la fixe, à partir de la fin des années 1860, comme supplément dans plusieurs paroisses situées sur la rive sud du fleuve : Saint-Wenceslas, Sainte-Hélène-de-Chester, Sainte-Eulalie et Saint-Samuel, pour ne donner que ces exemples. Le taux est fixé au 26^e minot, comme pour les grains. Le sucre d'érable est également un produit monnayable. C'est déjà le cas à Saint-Romain-de-Winslow en 1862 ; dix ans plus tard, les habitants de Saint-Paul-de-Chester se voient imposer le taux de 2 % de cette récolte ; à la fin de la décennie ceux de Sainte-Thècle sont disposés à en payer la « dîme » pour obtenir un curé résidant¹⁵ ; comme les habitants de Saint-Paulin produisent beaucoup de sucre, l'évêque fixe le supplément à 5 livres par famille. Ailleurs, comme à Saint-Louis-de-Blandford, c'est le bois qui, en 1882, sert de supplément. Remarquons que le versement en argent peut se substituer au produit en nature. Les fidèles de cette dernière paroisse se voient demander 1/2 corde de bois ou 50 cents.

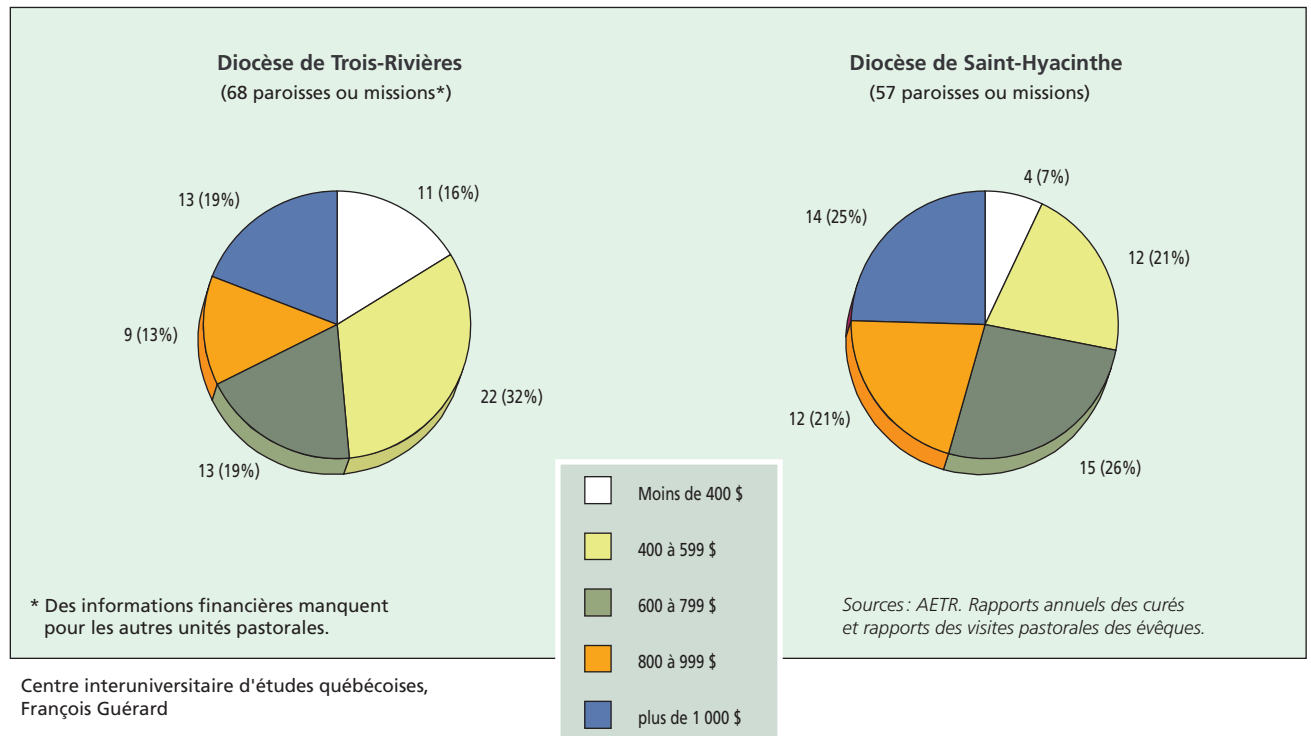
En fait, le versement en espèces est une forme répandue du revenu ecclésiastique. Les exemples sont nombreux et les actes notariés qui formalisent l'entente entre l'évêque et les groupes de fidèles ou encore le billet promissoire en disent la somme. À l'occasion, comme à Saint-Prosper, le 30 septembre 1853, le pasteur juge préférable de convertir en argent le versement en nature même si la somme en est inférieure ; un autre cas est celui de Saint-Paul-de-Chester où le pasteur donne son accord au curé, le 25 janvier 1871, pour conserver le fruit de la quête de l'Enfant-Jésus. Un autre encore est l'appoint fourni par la fabrique de Sainte-Anne-de-Danville autorisée, le 25 octobre 1869, à donner un maximum de 100 dollars au curé à titre de complément à la dîme et à la souscription pour lui assurer une rémunération de 400 dollars. C'est cependant dans le cours des années 1870 que le



versement en argent est généralisé. Mais la mesure n'a alors plus de rapport avec la précarité des revenus curiaux dans les paroisses neuves. Elle est plutôt la réponse de l'épiscopat aux conséquences provoquées par les changements économiques et sociaux et, plus particulièrement, à l'augmentation du nombre de fidèles qui ne vivent pas de l'agriculture.

La capitation est également un moyen de rejoindre les représentants des groupes sociaux aisés qui, pourtant, ne contribuent pas. Tel est le cas des médecins, des avocats, des notaires, des marchands. Le 12 février 1885, l'évêque Laflèche fixe une capitation de 4 dollars pour les fidèles des paroisses de Saint-Guillaume, Saint-David et Yamaska dont la propriété est évaluée à plus de 400 dollars, maintenant la dîme et le supplément pour les cultivateurs. L'imposition généralisée d'une capitation à tous les non-cultivateurs est en germe. L'évêque de Trois-Rivières a le projet de l'établir, aussi sonde-t-il ses curés le 5 novembre 1880. Mais c'est seulement sept ans plus tard qu'il décide d'une mesure étendue à tous. Il impose un supplément, qu'il a d'ailleurs déjà établi dans plusieurs paroisses, là où le besoin se fait sentir. Doute-t-il de l'efficacité de la mesure, que le 1^{er} novembre 1889 il soumet au cardinal Taschereau un avis sur « un projet de capitation facultatif ». Il y est prévu que les curés et les paroissiens détermineraient « le quantum que chacun devra payer pour assurer au curé une rétribution convenable¹⁶ ». Ceci ne se fait pas et, au mois de décembre 1890, Laflèche

FIGURE 1
**Répartition des revenus des curés des paroisses et missions dans les diocèses de Trois-Rivières
 et de Saint-Hyacinthe, vers 1878**
 (par catégorie, en dollars courants et en %)



revient à la charge car les effets souhaités par la capitation se font attendre. Il n'a d'autre choix que de s'adresser aux cultivateurs et de taxer la production de foin commercial. Il en fixe la valeur en argent. Mais il se dit disposé à agréer les ententes particulières entre le curé et les fidèles, comme cela s'est fait dans les diocèses de Montréal et de Saint-Hyacinthe.

Les dispositions prises par l'épiscopat québécois ne remportent pas immédiatement les succès escomptés. Il existe une certaine opposition à la taxation sur le foin, rapidement contrée toutefois si on en croit le curé de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan. Pour ce qui est de la capitation, elle permet de rejoindre un plus grand nombre de fidèles. Néanmoins, encore en 1904, disent les rapports des curés du diocèse de Nicolet, beaucoup parmi les journaliers n'alimentaient pas la caisse de leurs revenus. Il reste que ces modifications apportées au système de la dîme vont tenir près d'un demi-siècle. C'est du moins ce qu'enseignent les cahiers des dîmes de Baie-du-Febvre, de Nicolet et de Saint-Léonard-d'Aston.

Au cours du XIX^e siècle, l'épiscopat, soucieux de s'adapter aux changements économiques et aux transformations sociales, est maintes fois intervenu afin de satisfaire les besoins matériels du prêtre paroissial. Les exemples des paroisses de colonisation font soupçonner l'existence d'une grande diversité de situations financières au sein du clergé. L'ensemble des mesures prises par la hiérarchie a-t-il eu pour effet de combler les écarts entre les revenus curiaux ? Pour répondre à cette question, il faut se pencher sur leur composition et leur répartition. Voyons plus particulièrement ce qui en est dans les paroisses du

comté de Champlain, dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

RAFFERMISSEMENT DU REVENU CURIAL

En 1875, le diocèse trifluvien donne une image fortement contrastée, car le maillage paroissial n'est pas encore complété, et plusieurs des 78 unités pastorales ont moins de vingt ans. Celles-ci sont d'ailleurs plus nombreuses sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent qui divise le territoire diocésain en deux parties inégales. Le nord regroupe 31 paroisses ou missions, et 13 d'entre elles sont insérées dans les limites du comté de Champlain. Seule Sainte-Flore est sise du côté ouest de la rivière Saint-Maurice. Les plus anciennes, telles Batiscan et Champlain, longent le fleuve alors que les plus récentes, Saint-Tite et Sainte-Thècle, issues du dernier front pionnier, appartiennent au paysage des contreforts laurentidiens. Leur peuplement et leur développement furent favorisés par la Batiscan et son affluent, la rivière des Envies, qui s'y jette à Saint-Stanislas.

À cette époque, le comté est également parsemé de plusieurs établissements industriels de taille moyenne : forges, fonderies, scieries et allumetteries. En 1871, les paroisses du comté regroupent 22 026 personnes dont 29 % résident dans les villages de cette partie du diocèse. C'est toutefois dans les paroisses seigneuriales de La Pérade et de Sainte-Genève que leur population est la plus nombreuse. Autre caractéristique significative, entre 1851 et 1871, la progression de la population non agricole est telle qu'elle est devenue majoritaire. Néanmoins, l'agriculture



CHAPELLE ET PRESBYTÈRE DE LA MISSION
DE SAINT-ROCH-DE-MÉKINAC, ENTRE 1904 ET 1912.
ASTR 0386-41b.

domine largement l'économie et les revenus tirés de sa production procurent une très grande partie de ceux du clergé paroissial. Mais cette part varie en fonction des divers facteurs dont il fut déjà fait état : taille de la population, ancienneté de l'établissement, nature de l'économie et diversité professionnelle dans le travail. Ainsi qu'on va le voir, la combinaison changeante de ces divers facteurs, d'une paroisse à l'autre, a pour résultat de créer une large fourchette de revenus curiaux.

Dans chacun des deux diocèses, l'écart qui sépare les revenus curiaux est considérable. Mais les faibles revenus, inférieurs à 400 dollars, sont moins nombreux dans celui de Saint-Hyacinthe, récemment amputé (1874) de plusieurs paroisses au profit de Sherbrooke, que dans celui de Trois-Rivières. Le nombre élevé de paroisses de la seconde catégorie, 400-599 dollars, accentue le contraste. L'addition des deux premières classes montre que presque la moitié des curés trifluviens reçoivent moins de 600 dollars, contre seulement 28 % de tous leurs collègues mas-koutains. De surcroît, ceux-ci sont proportionnellement plus nombreux dans la catégorie des revenus les plus élevés.

La disparité est également grande dans le diocèse de M^{gr} Laflèche. Sa partie méridionale regroupe plus de missions, ainsi que davantage de paroisses jeunes et, en conséquence, davantage de cures à faibles revenus : 8 contre 3, au nord du fleuve. Par contre, une bonne dizaine de curés (37 %) de cette partie-ci du territoire diocésain jouissent de revenus supérieurs à 800 dollars. Ils sont douze (29 %) dans la grande région nicolétaine.

Ainsi que l'illustre l'*Atlas historique des pratiques religieuses*, les écarts ne sont pas moins grands

FIGURE 2

Évolution du revenu curial des paroisses du comté de Champlain
1857, 1875 et 1898 (en dollars courants)

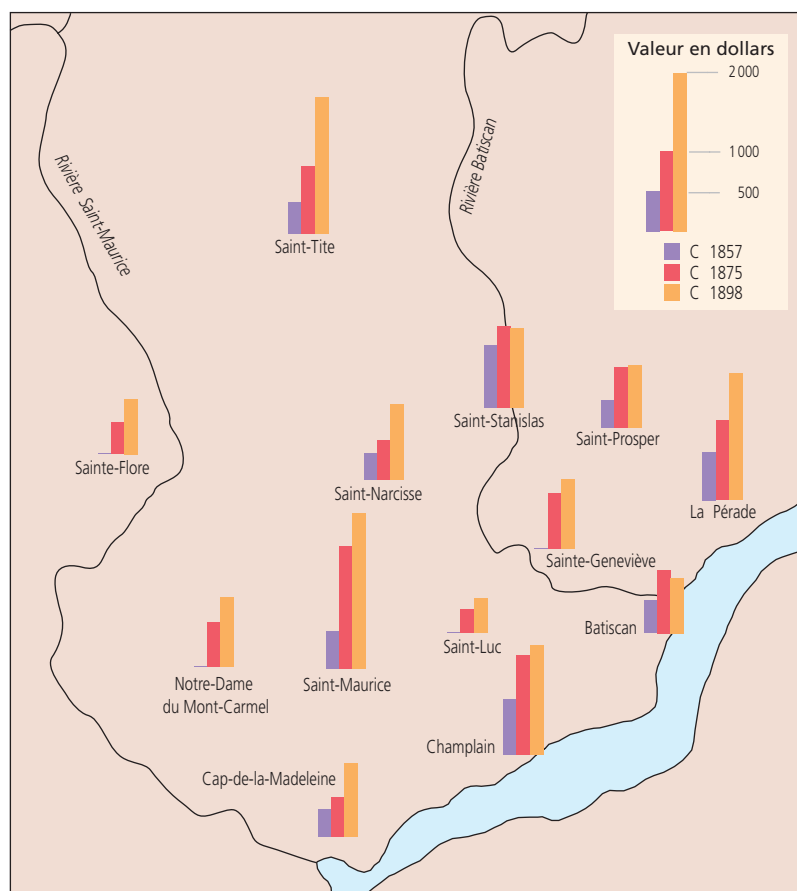
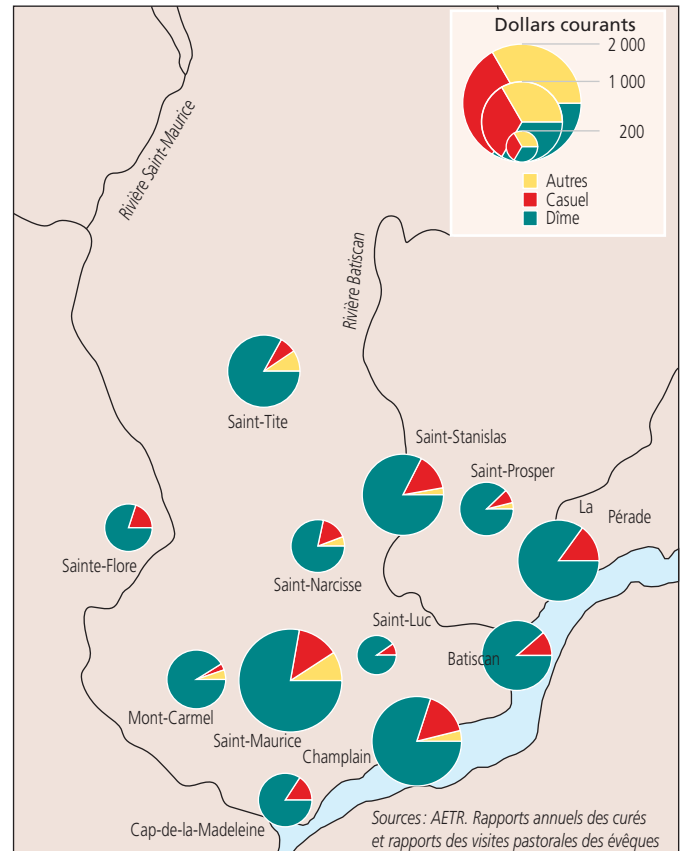


FIGURE 3
Composition du revenu curial dans les paroisses
du comté de Champlain vers 1875



Centre interuniversitaire d'études québécoises, François Guérard

entre les six sous-régions du sud-ouest du Québec, appelées à devenir six diocèses distincts. Entre 1851 et 1881, les revenus décimaux des paroisses de l'île de Montréal les placent entre les moins riches, situées dans les sous-régions de Joliette et de Saint-Jérôme, et les mieux nanties qui appartiennent à celles de Valleyfield, de Saint-Jean-Longueuil et de Saint-Hyacinthe. Voyons-y beaucoup de similitudes avec les régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec et l'existence d'une grande variation au sein même des sous-régions.

Les revenus curiaux du comté de Champlain offrent, en 1878, la même diversité. L'intérêt est maintenant d'examiner leur évolution sur la longue période 1857-1898¹⁷.

De vingt ans en vingt ans, les revenus curiaux augmentent, parfois de façon considérable. Entre 1857 et 1875, ils triplent à Saint-Maurice, doublent à Saint-Prosper et à Saint-Tite. D'autres paroisses affichent des revenus presque aussi bons : Batiscan,

TABLEAU 1
Familles contribuant au soutien du curé
dans les paroisses du comté de Champlain,
de 1875 à 1898 (en %)

	Ne		Cult.	%	Non cult. contribuent	
	Paroisse	No. fam. pas				%
Champlain						
1875	280	145	52			
1883	296	116	39	180	180	100
1886	290	148	51	142	102	72
1898	246	109	44	137	10	9
La Pérade						
1875	474	220	46	254	254	100
1881	475	245	52	230	150	65
1886	490	214	44	276	115	42
1898	464	214	46	250	25	10
Batiscan						
1876	169	85	50	84	68	81
1888	159	83	52	76	36	47
1898	140	80	57	60	20	33
Saint-Tite						
1880	307	292	95	15	15	100
1886	427	347	81	80	80	100
1898	500	350	70	150	35	23
Cap-de-la Madeleine						
1884	280	120	43	160	0	100
1896	279	68	24	211	211	100
Saint-Maurice						
1878	501	420	80	81	81	100
1884	570	454	80	116	116	100
1896	495	356	72	139	40	29
Saint-Stanislas						
1878	511	351	69	160	160	100
1884	540	440	81	100	100	100
1896	434	303	70	131	27	41

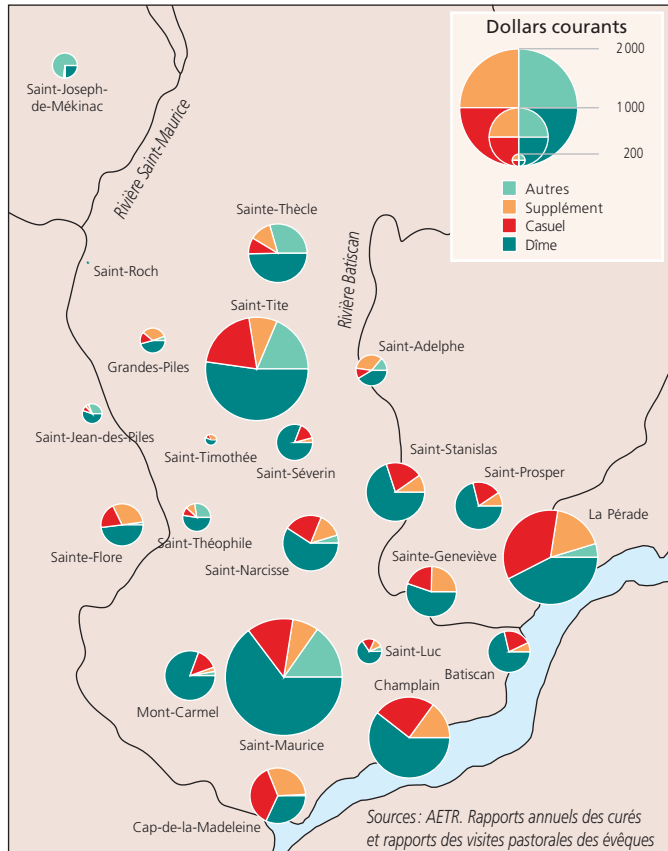
Sources : AETR. Rapports annuels des curés et rapports des visites pastorales des évêques.

Champlain et La Pérade. Au cours des deux décennies suivantes, leur progression dans ces unités pastorales est nettement moindre. Seule la paroisse de Saint-Tite voit ses revenus doubler à nouveau. Celle de Cap-de-la-Madeleine atteint presque ce niveau, alors qu'à La Pérade et à Saint-Narcisse la hausse est de moitié. Plusieurs paroisses ont un terroir riche et certaines, une population nombreuse, dont une part importante, part grandissante également, ne tire pas son revenu du sol. La Pérade, Saint-Maurice, Saint-Stanislas et Saint-Tite en sont.

Dans les paroisses fluviales, pour l'ensemble des mêmes années, les familles de cultivateurs forment rarement plus de 50 % de l'ensemble des familles. Il en va autrement dans les paroisses de deuxième génération comme Saint-Maurice ou Saint-Stanislas, et de troisième génération comme Saint-Tite dont les pourcentages de familles de cultivateurs sont exceptionnellement inférieurs à 70 %. Cette proportion ne doit cependant pas masquer le très grand nombre de familles sans exploitation agricole qui y vivent. Vers 1875, leurs curés retirent peu de leur apport collectif. Cela va changer dans le cours des années 1880, à la suite des mesures locales prises par l'évêque. Mais, encore vers 1898, ici et là, certains ne sont pas en mesure de payer la capitation.

L'évolution du type de revenu est la conséquence directe des changements observables dans les activités économiques des populations locales.

FIGURE 4
Composition du revenu curial dans les paroisses
du comté de Champlain vers 1898



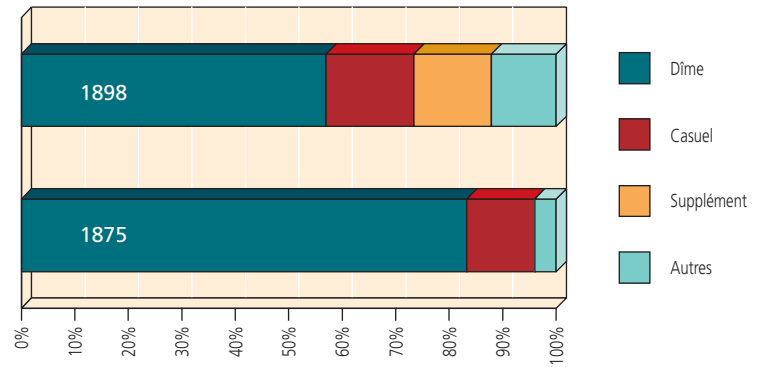
Centre interuniversitaire d'études québécoises, François Guérard

Autour de 1875, la dîme compte, en moyenne, pour 82,6 % du revenu total de 13 curés du comté. Vingt ans plus tard, autour de 1898, ce pourcentage a chuté à 58,5 %, soit 2 % de plus que pour l'ensemble des 22 paroisses, comprenant les missions de Saint-Joseph et Saint-Roch. À la fin du siècle, rares sont les cures dont la dîme compose plus de 70 % du revenu total. Batiscan est d'ailleurs la seule parmi les paroisses fluviales avec 71 %, contre 61 % à Champlain et 42 % seulement à La Pérade. Si bien qu'à la fin du XIX^e siècle le revenu curial s'appuie sur des entrées davantage diversifiées.

La famille, productrice des biens décimaux, est la principale source des revenus curiaux. Dans le fait, des écarts importants séparent la contribution de celle-ci, comme le montrent les exemples de Champlain, Saint-Maurice et Saint-Tite.

Il arrive même que certaines ne fournissent rien. Si bien que le soutien au curé est partagé inégalement entre les paroissiens. À Batiscan par exemple, 20 familles sont dans ce cas. Ceci a pour effet d'alour-

FIGURE 5
Composition du revenu curial des paroisses
du comté de Champlain vers 1875 et 1898
(moyenne, en pourcentages)



Sources : AETR. Rapports annuels des curés et rapports des visites pastorales des évêques.

Centre interuniversitaire d'études québécoises, François Guérard

TABLEAU 2
Le prélèvement curial, en 1898,
dans les paroisses du comté de Champlain
(par familles et en dollars courants)

Paroisse	Revenu du curé : dîme et supplément en \$	Nombre de familles dans la paroisse	Nombre de familles (contribution moyenne par famille) contribuables
Saint-Maurice	1 415	495	455 (3,10)
Champlain	1 042	246	235 (4,43)
Saint-Tite	1 052	500	467 (2,25)
Batiscan	550	140	120 (4,58)

Sources : AETR. Rapports annuels des curés et rapports des visites pastorales des évêques.

TABLEAU 3
Le casuel en 1898 dans le comté de Champlain
(en dollars courants)

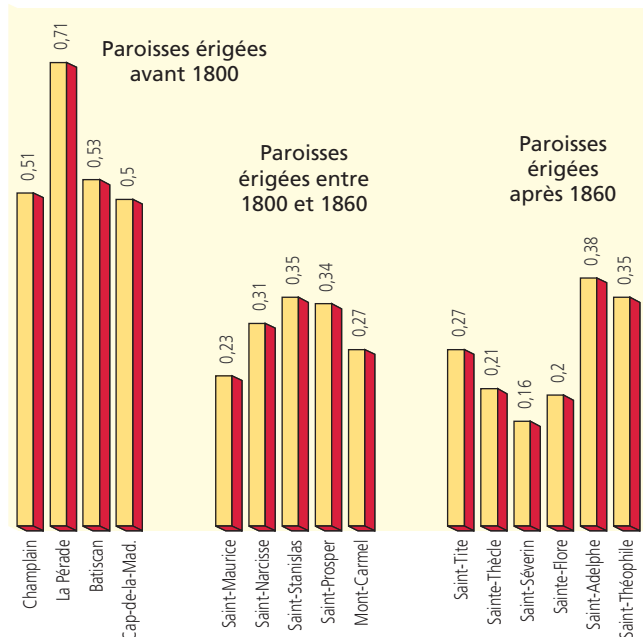
Paroisse	Population	Cure	Fabrique	Total
Saint-Maurice	3124	250	466	716
Saint-Tite	3000	350	454	804
Saint-Stanislas	2469	200	668	868
La Pérade	2469	555	1186	1751
Saint-Narcisse	2200	211	473	684
Sainte-Flore	1876	140	243	383
Sainte-Geneviève	—	—	—	—
Mont-Carmel	1648	120	328	448
Sainte-Thècle	1548	92	240	332
Champlain	1574	335	462	797
Cap-de-la-Madeleine	1503	339	410	749
Saint-Prospère	1265	150	277	427
Saint-Séverin	1043	88	84	172
Batiscan	1030	150	400	550
Saint-Théophile	687	45	196	251
Saint-Luc	—	—	—	—
Saint-Adelphe	530	60	144	204
Moyenne	.32			

Note : La Pérade est exclue de la moyenne parce que le curé a inscrit un revenu extraordinaire. Il faut cependant remarquer qu'en 1886 il estimait à 86 cents la part fournie par chacun des communians.

Sources : AETR. Rapports annuels des curés et rapports des visites pastorales des évêques.

FIGURE 6

**Le casuel en 1898 dans le comté de Champlain
(dollars courants par personne)**



Sources : AETR. Rapports annuels des curés et rapports des visites pastorales des évêques.

Centre interuniversitaire d'études québécoises, François Guérard

dir le fardeau moyen de toutes les autres. Elles paient, en effet, 4,58 \$ au lieu de 3,92 \$. Le paiement du casuel ne montre pas moins d'inégalité. Une première existe entre les fidèles. Ceux de Champlain versent 0,50 \$ chacun, contre 0,26 \$ à Saint-Tite. La répartition de ce revenu entre la fabrique qui le perçoit et le curé, pour qui il est une composante de son revenu, n'obéit pas à la fixation d'une fraction prédéterminée. Il semble plutôt que des raisons locales, l'atteinte d'un objectif salarial en faveur du curé par exemple, soient prises en compte.

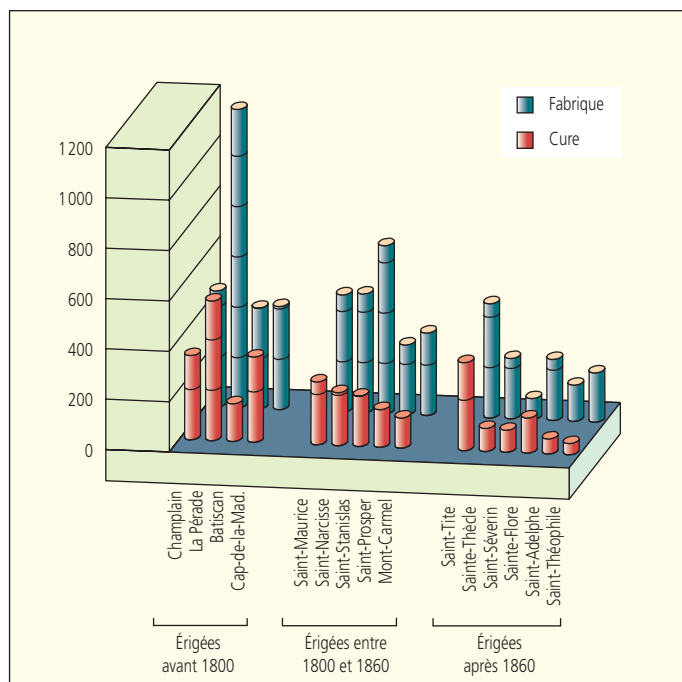
CONCLUSION

L'analyse de « la dîme » aura fait ressortir comment s'est structuré le revenu curial depuis le XVII^e siècle. Le premier des éléments est la dîme des produits naturels, céréaliers principalement. Le faible rendement de cet impôt, selon les époques et les lieux, a amené l'épiscopat à favoriser l'introduction d'un deuxième élément pour suppléer au manque à gagner du prêtre : le supplément en argent, maintes fois constaté dans les paroisses de peuplement récent, et le supplément du foin. Enfin, l'Église a pris acte des changements sociaux qui se produisaient au cœur même des campagnes et elle a créé une taxe en argent, la capitation.

L'étude du prélèvement ecclésiastique a fait ressortir les circonstances de l'instauration des taxes au profit du clergé paroissial. Au début du XIX^e siècle, le legs de l'Église de la Nouvelle-France était encore bien vivant, et il a même résisté aux assauts des libéraux, au cœur du siècle. Le monde changeait. Après de nombreux tâtonnements, car il importait d'apporter des modifications au régime de taxation qui reposait trop exclusivement sur la levée de la dîme des produits agricoles, l'Église québécoise réussit à rejoindre tous les fidèles. Dans l'ensemble, les mesures paraissaient mieux adaptées aux changements récents intervenus dans l'économie.

FIGURE 7

**Le casuel dans les paroisses du comté de Champlain en 1898
(dollars courants)**



Sources : AETR. Rapports annuels des curés et rapports des visites pastorales des évêques.

Centre interuniversitaire d'études québécoises, François Guérard

Notes

1. ASTR 0016-23-5. « Projet de requête » (sans date).
2. *Mandements des Évêques de Montréal* (MEM). Lettre pastorale des évêques de Montréal contre les mauvais journaux, 31 mai 1858, volume 3 : 406-407.
3. Grisé, 1979 : 246-247.
4. Mercier, 1890.
5. Grisé, 1979 : 268.
6. ASTR. Lettre pastorale de Louis-François Laflèche aux fidèles de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, 26 septembre 1873.
7. *Mandements des Évêques de Montréal* (MEM), 1894, Volume 11 : 449-469.
8. Milot, 1989 : 109-178.
9. AETR. Correspondance générale : 37-38, Lettre de Cooke à Noiseux, 17 septembre 1856.
10. ASTR. Lettre de Guillemette à Cooke, 24 novembre 1857.
11. ASTR B-6,1. 2 octobre 1859.
12. Archives du Séminaire de Nicolet (ASN). Fonds de la paroisse de Sainte-Gertrude.
13. ASN. Fonds de la paroisse de Sainte-Gertrude, 2 avril 1854.
14. L'Acadie fournit des exemples variés, voir l'article de DeGrace, 1973 : 353-361 ; Thériault, 1976 : 31-53. ; Basque, 1984 : 60-61 ; Vers 1814, les habitants de l'île aux Coudres payaient un supplément en patates, huile de marsouins, fournissaient du bois au curé et entretenaient le chemin de la fabrique. Voir Mailloux, 1879. ; réimprimé par Comeau et Nadeau, éditeurs, Montréal, 1998.
15. AETR. Correspondance, Lettre de Proulx à l'évêque, 9 août 1880, 5 et 6 septembre 1880. Afin de d'obtenir un curé résidant, les Saint-Thècliens concluent une entente écrite avec le curé Proulx de Saint-Tite. Ils s'engagent à fournir un ajout à la dîme ordinaire, évaluée à 200 dollars cette année-là, par un supplément de 4 % de la récolte de foin, de patates et de sucre d'érable. Le curé précise l'ampleur de la récolte de l'année : 75 000 bottes de foin, environ 1 500 minots de patates, 2 000 à 2 500 livres de sucre.
16. AETR. Correspondance générale, Laflèche à Taschereau : 56-58.
17. AETR. Rapports annuels des curés et rapports des visites pastorales des évêques. Ces documents renferment les informations statistiques sur les revenus des curés. Elles ont permis de construire les tableaux de ce texte. La bibliographie donne la liste des études qui utilisent ces documents.

Bibliographie*

- « Le curé Fournier, de Baie-du-Febvre, à Madame de Loynes de Morett, 20 juillet 1817 » (1911), dans *Bulletin de recherches historiques*, vol. 17, p. 3-15.
- « Chronologie commentée de la législation sur la dîme en Nouvelle-France » (1924), *Bulletin de recherches historiques*, vol. 30, n° 11, p. 360-363.
- « Il faut surtout tendre à toujours garder la foi » (1925), *L'Avenir national*, 19 janvier.
- « Le Conseil de la vie française en Amérique, 28^e session plénière. 15-18 septembre 1964 » (1964), *Bulletin de la Société historique franco-américaine*, nouvelle série, vol. X, p. 39.
- « Mémoire de l'évêque de Montréal à la Sacrée Congrégation de la Propagande, 23 juin 1876 » (1908), dans Arthur Savaète, *Vers l'abîme*, tome I, Paris, A. Savaète, p. 8-26.
- « Notes pédagogiques » (1888, 1898, 1904), dans *Programmes d'études du Département de l'Instruction publique*, Québec.
- « Opinions de l'Hon. G.E. Cartier, 19 octobre 1866 » (1867), dans *Réplique des marguilliers de Notre-Dame de Montréal*, Montréal, p. 31-35.
- « À l'église Sainte-Marie. Quelques paroles de M^{gr} Hèvey » (1898), *L'Avenir national*, 8 février, p.1.
- « Fête vraiment inspiratrice » (1938), *L'Avenir national*, 25 mai, p. 4.
- « Nos écoles » (1903), *L'Avenir national*, 26 juin, p. 2,
- « Que deviendrons-nous ? » (1913), *L'Avenir national*, 21 novembre, p. 4.
- Académie commerciale. *Liste des noms d'élèves de 1874 à 1940 par ordre alphabétique à l'usage du secrétaire et du trésorier de l'Association de La Salle* ([1941]), Québec, Archives des Frères des Écoles chrétiennes à Québec.
- ALLAIRE, abbé J.-B.-A. (1916), *Nos premiers pas en coopération agricole*, Saint-Hyacinthe, La Tribune de Saint-Hyacinthe ltée, 58 p.
- Analyse des réponses faites par les députés de S.G. M^{gr} l'évêque de Montréal. En 1867 et 1868* (1869), Lyon, Aimé Vingtrinier.
- ARCHEVÊCHÉ DE QUÉBEC (1929), *Plan de la cité de Québec indiquant les limites de paroisse*, Québec, Département des travaux publics.
- ARCHIVES DE L'ARCHEVÊCHÉ DE MONTRÉAL (ACAM), *Liste des paroisses du diocèse de Montréal par ordre d'érection canonique*, 4 p.
- ARES, Jean-Patrice (1990), *Les Campagnes de tempérance de Charles Chiniquy : un des principaux moteurs du réveil religieux montréalais de 1840*. Mémoire de maîtrise (sciences religieuses), Université du Québec à Montréal, 347p.
- ARIEL, France (1920), *Canadiens et Américains chez eux : journal, lettres, impressions d'une artiste française*, Montréal, Granger Frères, 297 p.
- ASSEMBLÉE DES ÉVÊQUES DU QUÉBEC (1983), *L'initiation sacramentelle des enfants : orientations pastorales*, [s.l.], Assemblée des évêques du Québec, 42 p.
- ASSOCIATION DE LA SALLE (1921), *Allumez vos lampes, s'il vous plaît!!! L'enseignement de l'anglais. La désertion des campagnes. Les collèges commerciaux*, Québec, Dussault et Proulx, 109 p.
- AUBERT DE GASPÉ, Philippe (1864), *Les anciens Canadiens*, Québec, G. et G.E. Desbarats, 407 p.
- AUCLAIR, Elie-J. (1922), *Histoire des Sœurs de Sainte-Anne : les Premiers Cinquante Ans*, Montréal, 354 p.
- AUDET, Louis-Philippe (1948), « La paroisse et l'éducation élémentaire 1608-1867 », *La Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Rapport 1947-1948*, p. 101-124.
- AUDET, Louis-Philippe (1950-1956), *Le système scolaire de la province de Québec*, Québec, Éditions de l'Érable, 6 volumes.
- AVRIL, Joseph (1997), « Paroisse » dans A. Vauchez (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Moyen Âge*, t. 2, Paris, Cerf, p. 1160-1162.
- BAILE, J.A. (1867), *Second mémoire du Séminaire de Montréal sur le démembrement de la paroisse*, Rome.
- BAILLARGEON, Noël (1972), *Le Séminaire de Québec sous l'épiscopat de M^{gr} de Laval*, Québec, Les Presses de l'Université Laval (coll. « Les Cahiers de l'Institut d'histoire », n° 18), 308 p.
- BAKER, Alan R. H. (1998), *L'union fait la force, aidons-nous les uns les autres : towards a historical geography of fraternal associations in Loir-et-Cher, France, 1815-1914*, Québec, Centre interuniversitaire d'études québécoises (coll. « Cheminements. Conférences »), 7 p.

- BASQUE, Maurice (1984), « Fiscalité ecclésiastique et production agricole : l'état de la dîme de Tracadie, N.-B., en 1794 », *La Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 12, n° 1, p. 60-61.
- BEAUCHAMP, Claude (1979), « Les débuts de la coopération et du syndicalisme agricoles, 1900-1930 : quelques éléments de la pratique », *Recherches sociographiques*, vol. 20, n° 3 (septembre), p. 337-379.
- BEAUCHAMP, Claude (1988), *Agropur. Cinquante ans de rêves et de réalisations depuis la Société coopérative agricole du canton de Granby, 1938-1988*, Montréal, Boréal, 289 p.
- BEAUDRY, Joseph-Ubald (1867), *Mémoire au soutien de l'appel de la Fabrique N.D. de Montréal, Canada*. Montréal.
- BEAUDRY, Joseph-Ubald (1870), *Codes des curés, marguilliers et paroissiens : accompagnés de notes historiques et critiques*, Montréal, La Minerve.
- BEAULIEU, Wilfrid (1949), « Une apologie pour les lâcheurs », *Le Travailleur*, 10 mars.
- BÉDARD, Armand (1912), « La langue française dans la famille et dans les relations sociales aux États-Unis », *L'Avenir national*, 6 juillet, p. 4.
- BÉLANGER, Noël et Nive VOISINE (dir.) (1994), *Le diocèse de Rimouski (1867-1992)*, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 352 p.
- BÉLANGER, Pauline, Yves LANDRY et René JETTÉ (1990), *Inventaire des registres paroissiaux catholiques du Québec, 1621-1876*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 352 p.
- BÉLANGER, Yves (1988-1989), « Desjardins, la coopérative contre l'institution financière : les enjeux de la modernisation », *Coopératives et développement*, vol. 20, n° 2, p. 31-52.
- BÉLISLE, Alexandre (1911) *Histoire de la presse franco-américaine*, Worcester, L'Opinion publique.
- BÉLIVEAU, Irène (1994), *Les choses qui s'en vont et celles qui demeurent*, [Plessisville, Québec], I. Béliveau, 244 p.
- BELLEFEUILLE, Edouard LEFEVRE de (1868). *Le Canada et les Zouaves Pontificaux : mémoires sur l'origine, l'enrôlement et l'expédition du contingent canadien à Rome, pendant l'année 1868*, Montréal, Le Nouveau Monde, 263 p.
- BELLEFLEUR, Michel (1986), *L'Église et le loisir au Québec : avant la Révolution tranquille*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 221 p.
- BENHAMOU, Jean et Alette LEVECQUE (1983), *La mutualité*, Paris, Presses universitaires de France (coll. « Que sais-je », n° 2114), 126 p.
- BENOÎT, Josaphat (1935), *L'âme franco-américaine*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 245 p.
- BERGERON, Claude (1987), *Architecture des églises du Québec : 1940-1985*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 383 p.
- BERGERON, Mario (1999), *Société québécoise, salles de cinéma au Québec et à Trois-Rivières : quatre aspects*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Trois-Rivières, 280 p.
- BERGEVIN, Hélène (1981), *L'architecture des églises protestantes des Cantons de l'Est et des Bois Francs au XIX^e siècle*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 182 p.
- BERNARD, Jean-Paul (1971), *Les rouges : libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 394 p.
- BERRY, Gerald (1943-1944), « A Critical Period in St. Patrick's Parish, Montreal 1866-1874 », *Canadian Catholic Historical Association Report*, vol. 11, p. 117-128.
- BONIER, Marie-Louise (1920), *Débuts de la colonie franco-américaine de Woonsocket, Rhode Island, Framingham, Mass.*, Lakeview Press, 342 p.
- BOUCHER, André (1968), *La loi des fabriques du Québec*, Ottawa, Université Saint-Paul, thèse de Ph. D., 371 p.
- BOUCHETTE, Joseph (1815), *A Topographical Description of the Province of Lower Canada : with Remarks upon Upper Canada, and on the Relative Connexion of Both Province with the United States of America*, London, Printed for the author, and published by W. Faden, 640 p.
- BOUCHETTE, Joseph (1831), *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada*, London, H. Colburn and R. Bentley, 360 p.
- BOUDREAU, Claude, Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN (dir.) (1997), *Atlas historique du Québec. Le territoire*, Québec, Les Archives nationales du Québec et Les Presses de l'Université Laval, 114 p.
- BRADBURY, Bettina (1995), *Familles ouvrières à Montréal : âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 368 p.
- BRAULT, Gérard-J. (1990), « L'œuvre des communautés enseignantes en Nouvelle-Angleterre, 1869-1986 : les écoles paroissiales américaines », dans Claire Quintal (dir.), *Les Franco-Américains et leurs institutions scolaires*, Worcester, Institut français, Assumption College, p. 38-61.
- BRAULT, Lucien (1950), *Hull, 1800-1950*, Ottawa, Les éditions de l'Université d'Ottawa, 262 p.
- BRAULT, Lucien (1981), *Aylmer d'hier / Aylmer of Yesteryear*, Aylmer, Institut d'histoire de l'Outaouais, 272 p.
- BRISSON, Réal (1988), *La mort au Québec : dossier exploratoire*, Québec, CELAT, Université Laval, 144 p.
- BRODEUR, Raymond et Brigitte CAULIER (1995), « L'enseignement religieux, de Rome au Québec : des enjeux européens pour un espace québécois », dans Serge Courville et Normand Séguin (dir.), *Espace et culture / Space and Culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 152-153.

- CABROL, Fernand (dir.) (1920), *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, Paris, Letouzey et Ané, p. 995-1003.
- CARON, Ivanhoé (1923), *La colonisation de la province de Québec. Vol. 1 : Débuts du régime anglais, 1760-1791*, Québec, L'Action sociale, 338 p.
- CARON, Marie-Ange et al. (1979), *Mosaïque rimouskoise : une histoire de Rimouski*, Rimouski, Comité des fêtes du cent-cinquantième anniversaire de la paroisse Saint-Germain de Rimouski, 799 p.
- CARRIER, Maurice (1967), *Le libéralisme de J.B.E. Dorion*. Thèse de doctorat, Université Laval, 356 p.
- CARRIÈRE, Gaston (1957-1961), *Histoire documentaire de la Congrégation des Missionnaires oblats de Marie Immaculée dans l'Est du Canada*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 7 t.
- CASAULT, abbé F.-E.-J. (1906), *Notes historiques sur la paroisse de St-Thomas de Montmagny*, Québec, Dussault et Proulx, 447 p.
- Catholicisme : Hier, Aujourd'hui, Demain* (1952), tome III, Paris, Letouzey et Ané, p. 826-829.
- CAULIER, Brigitte (1986), *Les confréries de dévotion à Montréal, 17^e-19^e siècles*, thèse de Ph.D., Université de Montréal, 586 p.
- CAULIER, Brigitte (1990), « L'ordre franciscain séculier (Tiers-Ordre) », dans Jean Hamelin (dir.), *Les franciscains au Canada, 1890-1990*, Sillery, Septentrion, p. 99-121.
- CAULIER, Brigitte (1992), « Bâtir l'Amérique des dévots. Les confréries de dévotion montréalaises depuis le régime français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, n° 1 (été), p. 45-66.
- CAULIER, Brigitte (1997), « Enseigner la religion dans le système scolaire confessionnel au Québec (XIX^e-XX^e siècles) », dans Raymond Brodeur et Brigitte Caulier, *Enseigner le catéchisme. Autorités et institutions XVI^e-XX^e siècles*, Sainte-Foy et Paris, Les Presses de l'Université Laval et Cerf, p. 265-284.
- CAUX, Rachel (1994), *L'État, les « patrons », les propriétaires et les marchands : l'évolution des fabriques de transformation laitière au Québec, 1870-1914*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 168 p.
- CHALINE, Nadine-Josette, René HARDY et Jean ROY (1987), *La Normandie et le Québec vus du presbytère*, Montréal, Boréal (coll. « Publications de l'Université de Rouen », n° 134), 210 p.
- CHALMIN, Philippe (1987), *Les assurances mutuelles agricoles : de la cotise au groupe*, Paris, Économica, 268 p.
- CHARBONNEAU, Hubert et Yolande LAVOIE (1973), « Cartographie du premier découpage territorial des paroisses du Québec, 1721-1722 », *Revue de géographie de Montréal*, vol. 27, n° 1, p. 81-87.
- CHARLAND, Jean-Pierre (1982), *L'enseignement spécialisé au Québec, 1867 à 1982*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 482 p.
- CHÂTELIER, Louis (1987), *L'Europe des dévots*, Paris, Flammarion (coll. « Nouvelle bibliothèque scientifique »), 315 p.
- CHINIQUY, Charles (1844), *Manuel ou règlements de la Société de tempérance dédié à la jeunesse canadienne*, Québec, Stanislas Drapeau, 158 p.
- CHOQUETTE, Robert (1975), *Language and Religion : A History of English-French Conflicts in Ontario*, Ottawa, University of Ottawa Press, 264 p.
- CHOQUETTE, Robert (1975), *Language and Religion : A History of English-French Conflict in Ontario*, Ottawa, University of Ottawa Press, 264 p.
- CHOQUETTE, Robert (1995), *The Oblate Assault on Canada's Northwest*. Ottawa, University of Ottawa Press, 258 p.
- CIESLUK, Joseph E. (1944), *National Parishes in the United States*, Washington, The Catholic University of America Press (coll. « Canon Law Studies », n° 190), 178 p.
- CLARKE, Brian (1993), « The Parish and the Hearth : Women's Confraternities and the Devotional Revolution among the Irish Catholics of Toronto, 1850-85 », dans Terrence Murphy and Gerald Stortz (dir.), *Creed and Culture. The Place of English-Speaking Catholics in Canadian Society, 1750-1930*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 185-203.
- CLÉMENT, Gabriel (1972), *Histoire de l'Action catholique au Canada français*, Montréal, Fides, 331 p.
- CLICHE, Marie-Aimée (1988), *Les pratiques de dévotion en Nouvelle-France : comportements populaires et encadrement ecclésial dans le gouvernement de Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 354 p.
- CLOUTIER, Nicole (1973), *Le calvaire d'Oka. Recherche historique*, Québec, ministère du Tourisme, 22 p.
- COLLET, Mathieu-Benoît ([1721], 1922), « Procès-verbaux sur la commodité et l'incommodité..., 1721 », dans *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, Québec, Ls.-A. Proulx, p. 262-362.
- COLLET, ([1721]1921-1922), « Procès-verbaux du procureur général Collet sur le district des paroisses de la Nouvelle-France, annotés par M. l'abbé Ivanhoé Caron », *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, p. 262-380.
- COMMISSION DES BIENS CULTURELS DU QUÉBEC (1990), *Les chemins de la mémoire, tome 2 : Monuments et sites historiques du Québec*, Québec, Les Publications du Québec.
- COOPER, John Irwin (1960), *The Blessed Communion: The Origins and History of the Diocese of Montreal, 1760-1960*, Montréal, Published by the Archives' committee of the Diocese of Montreal, 266 p.
- COURCY, Raymond (1999), « La place de l'Église », dans Jean-Pierre Augustin et Claude Sorbets (dir.), *Parcs, places et jardins au Canada*, Bordeaux.

- COURVILLE, Serge (1990), *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 335 p.
- COURVILLE, Serge (1993), « Tradition et modernité. Leurs significations spatiales », *Recherches sociographiques*, vol. 34, n° 2 (mai-août), p. 211-231.
- COURVILLE, Serge (dir.) (1988), *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX^e siècle, 1825-1861: répertoire documentaire et cartographique*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 350 p.
- COURVILLE, Serge et al. (1989), « Les découpages administratifs anciens de la région de Montréal au XIX^e siècle (1825-1861) : méthodologie d'une recherche », *Géographe canadien*, vol. 33, n° 4, p. 342-353.
- CROTEAU, Georges (1996), *Les frères éducateurs 1920-1965 : promotion des études supérieures, modernisation de l'enseignement public*, LaSalle, Québec, Hurtubise HMH, 193 p.
- D'ALLAIRE, Micheline (1997), *Les communautés religieuses de Montréal. Tome I : Les communautés religieuses et l'assistance sociale à Montréal 1659-1900*, Montréal, Méridien, 168 p.
- DAIGNAULT, Elphège-J. (1923), « L'enseignement du français », *L'Avenir national*, 27 novembre, p. 4.
- DAIGNAULT, Elphège-J. (1925), « La paroisse : moyen suprême », *La Sentinelle*, 12 mars.
- DAIGNAULT, Elphège-J. (1936), *Le vrai mouvement sentinelliste en Nouvelle-Angleterre, 1923-1929 et l'affaire du Rhode Island*, Montréal, Éditions du Zodiaque, 246 p.
- DAURAY, Charles (1884), « Discours au banquet national, 27 juin », dans P.-P.-H. Charette (dir.), *Noces d'or de la Saint-Jean-Baptiste. Compte-rendu officiel des fêtes de 1884 à Montréal*, Montréal, Typ. du journal Le Monde, p.161-167.
- DE GRACE, Éloi (1973), « Les missionnaires et la dîme chez les Acadiens du Nouveau-Brunswick, 1790-1830 », *Société historique acadienne*, vol. 4, n° 9 (avril-juin), p. 353-361.
- DECHÊNE, Louise (1974), *Habitants et marchands de Montréal au XVIII^e siècle*, Paris, Plon, 588 p.
- DECHÊNE, Louise (1994), *Le partage des subsistances au Canada sous le Régime français*, Montréal, Boréal, 283 p.
- DENAULT, Bernard et Benoît LÉVESQUE (1975), *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec*, Montréal et Sherbrooke, Presses de l'Université de Montréal et Université de Sherbrooke, 220 p.
- DESAUTELS, M^{gr} (1864), *Manuel des curés pour le bon gouvernement temporel des paroisses et des fabriques dans le Bas-Canada, etc... avec un chapitre sur la dîme*, Montréal, De l'imprimerie de J. Lovell, 287 p.
- DESCHÊNES, Gaston (1976), « Associations coopératives et institutions similaires au XIX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 4 (mars), p. 539-557.
- DESCHÊNES, Gaston (1997), « Desjardins dans l'histoire, histoire chez Desjardins », dans Benoît Lévesque, *Desjardins. Une entreprise et un mouvement ?*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, p. 49-55.
- DESJARDINS, Alphonse (1912), *La caisse populaire*, Montréal, L'École sociale populaire.
- DESJARDINS, Alphonse (1950), « Mémoire sur l'organisation de l'agriculture dans la province de Québec », dans C. Vaillancourt et A. Faucher, *Alphonse Desjardins. Pionnier de la coopération d'épargne et de crédit en Amérique*, Lévis, Le Quotidien, p. 131-228.
- DESLOGES, Yvon (1982), « La corvée militaire à Québec au XVIII^e siècle », *Histoire sociale/Social History*, vol. 15, n° 30 (novembre), p. 333-356.
- DESROSIERS, Adélar, et (l'abbé) Pierre-Auguste FOURNET (1910), *La Race française en Amérique*, Montréal, Beauchemin, 293 p.
- DESSAULLES, Louis-Antoine (1873), *La grande guerre ecclésiastique : la Comédie infernale et les Noces d'Or : la suprématie ecclésiastique sur l'ordre temporel*, Montréal, A. Doure, 130 p.
- Dictionnaire biographique du Canada* (1966-1974), Québec et Toronto, Les Presses de l'Université Laval et University of Toronto Press, vol. 1 à 3.
- Dissertation sur les droits de tenir les registres civils dans les paroisses canoniques de Montréal* (1869), Paris, C. Lahure.
- Documents de la session [Inspector of Insurance for the Province of Quebec] (1884), *The Report of the Inspector of Insurance for the Province of Québec*, Québec, Assemblée législative du Québec.
- Documents du diocèse de Sherbrooke* (1886), Sherbrooke, Imprimerie du Séminaire Saint-Charles-Borromée, vol. I, p. 71.
- DOLAN, Jay P. (1975), *The Immigrant Church : New York's Irish and German Catholics, 1815-1865*, Baltimore, John Hopkins University Press, 221 p.
- DOLAN, Jay P. (1985), *The American Catholic Experience. A History from Colonial Time to the Present*, Garden City, N.Y., Doubleday and Company Inc., 504 p.
- DOLAN, Jay P. (1987), *The American Catholic Parish: A History From 1850 to the Present*, New York, Paulist Press, 2 vol.
- DOUVILLE, Raymond et Jacques D. CASANOVA (1964), *La vie quotidienne en Nouvelle-France : le Canada de Champlain*, Paris, Hachette, 268 p.
- DOWD, P. (1884), *Remarques sur la requête de la fabrique de Notre-Dame de Montréal, à sa Grandeur l'Évêque de Montréal, demandant que le coût de construction de l'Église St. Patrice soit transféré de la Fabrique aux paroissiens de St. Patrice.*
- DROLET, Gustave Adolphe (1893), *Zouaviana, étape des vingt-cinq ans 1868-1893 : lettres de Rome, souvenirs de voyages, études, etc.*, Montréal, E. Sénécal, 460 p.

- DUBÉ, Romain et al. (1994), *Thetford Mines à ciel ouvert. Histoire d'une ville minière, 1892-1992*, Thetford Mines, La Ville de Thetford Mines, 596 p.
- DUFOUR, Andrée (1996), *Tous à l'école : État, communautés rurales et scolarisation au Québec de 1826 à 1859*, Montréal, Hurtubise HMH, 271 p.
- DUFOUR, Andrée (1997), *Histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Boréal (coll. « Boréal Express », n° 17), 123 p.
- DUMONT, Fernand (1962), « La paroisse, une communauté », *Communauté chrétienne*, vol. 1, n° 1 (janvier-février), p. 21-30.
- DUPLESSIS, Georges-H. (1936), « Les communautés enseignantes », dans Association canado-américaine, *Les Franco-Américains peints par eux-mêmes*, Montréal, Édition Albert Lévesque, p. 167-177.
- DURAND DE MAILLANE, M. (1787), *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiaire*. Lyon, p. 601-641.
- Édits, ordonnances royales, déclarations et arrêts du Conseil d'État du Roi* (1803), Québec, p. 428.
- Édits, ordonnances royales, déclarations et arrêts du Conseil d'État du Roi concernant le Canada* (1854), Québec, E.R. Fréchette.
- EMARD, J.M. et J. DESROSIERS (dir.) (1886), *Le Bazar : organe officiel de l'Œuvre de la Cathédrale*, Montréal, J. Chapleau et fils.
- EPSTEIN, Clarence (1999), *Church Architecture in Montreal during the British-Colonial Period 1760-1860*, Thèse de doctorat (architecture), University of Edinburgh.
- FABRIQUE NOTRE-DAME DE MONTRÉAL (1890), *Vingt-cinq ans d'administration 1866 à 1890*.
- FALARDEAU, Jean-Charles (1953), « Sociologie de la paroisse », *Semaines sociales du Canada*, XXX^e session, Edmunston, p. 136-147.
- FECTEAU, Édouard (1948), « La race a soif », *L'Avenir national*, 19 avril.
- FECTEAU, Jean-Marie (1996), « La construction d'un espace social : les rapports de l'Église et de l'État et la question de l'assistance publique au Québec dans la seconde moitié du XIX^e siècle », dans Yvan Lamonde et G. Gallichan, (dir.), *L'histoire de la culture et de l'imprimé : hommage à Claude Galarneau*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 61-89.
- FECTEAU, Jean-Marie (avec la collaboration d'Isabelle Dupuis) (1989), *L'émergence de l'idéal coopératif et l'état au Québec : 1850-1914*, Montréal, Cahiers de la Chaire de coopération de l'Université du Québec à Montréal, 110 p.
- FÉDÉRATION DE L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE LANAUDIÈRE (1974), *Pour que vivent bêtes et gens*, Joliette, La Fédération de l'Union des producteurs agricoles de Lanaudière, 200 p.
- FERRETTI, Lucia (1990), *La Société paroissiale en milieu urbain : Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930*, Thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 494 p.
- FERRETTI, Lucia (1992), *Entre voisins : la société paroissiale en milieu urbain : Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930*, Montréal, Boréal, 264 p.
- FERRETTI, Lucia (1999), *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal, Boréal, 203 p.
- FONTAINE, Claire (1955), « Problème d'orientation. Vase clos... ou porte ouverte », *Le Travailleur*, 10 février.
- FORTIN, Andrée et David ROMPRÉ (1993), *La sociabilité urbaine au Saguenay. Vie associative, solidarités et dynamique communautaire*, Chicoutimi, Centre interuniversitaire SOREP, 147 p.
- FRÉGAULT, Guy (1970), *Le XVIII^e siècle canadien : études*, Montréal, Éditions HMH (coll. « H »), 387 p.
- FYSON, Donald (1997), « Les structures étatiques locales à Montréal au début du XIX^e siècle », *Cahiers d'histoire*, vol. 17, n° 1-2, p. 55-75.
- GAFFIELD, Chad (dir.) (1994), *Histoire de l'Outaouais*, Québec, Institut de recherche sur la culture (coll. « Les régions du Québec », n° 6), 876 p.
- GAGNON, Serge (1978), *Le Québec et ses historiens, de 1840 à 1920*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, chapitres 1 et 2, 474 p.
- GAGNON, Serge (1987), *Mourir hier et aujourd'hui : de la mort chrétienne dans la campagne québécoise au XIX^e siècle à la mort technisée dans la cité sans Dieu*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 192 p.
- GAGNON, Serge (1990), *Plaisir d'amour et crainte de Dieu : sexualité et confession au Bas-Canada*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 202 p.
- GAMELIN, Alain et al. (1984), *Trois-Rivières illustrée*, Trois-Rivières, La Corporation des fêtes du 350^e anniversaire, 228 p.
- GAUDEMET, Jean (1979), « La paroisse », dans G. Le Bras et J. Gaudemet (dir.), *Histoire du droit et des institutions de l'Église en Occident, t. VII, vol. 2. Le gouvernement de l'Église à l'époque classique, 2^e partie, Le gouvernement local*, Paris, Cujas.
- GAUMOND, Michel (1978), *Les vieux murs témoignent : le collège des Jésuites, la 1^{ère} église de St-Joachim, la maison Fornel*, Québec, ministère des Affaires culturelles (coll. « Civilisation du Québec », n° 22), 102 p.
- GIRARD, Roland (1961), « Je butine un peu partout », *Le Travailleur*, 6 juillet.
- GIRARD, Roland (1964), « Je butine un peu partout », *Le Travailleur*, 10 décembre.
- GIRARD, Camil et Normand PERRON (1989), *Histoire du Saguenay – Lac-Saint-Jean*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture (coll. « Les régions du Québec », n° 2), 665 p.
- GIROUX, G.-M. (1949), « La loi Prévost », *Revue du notariat*, vol. 51, n° 9 (avril), p. 424.
- Golden Anniversary of St. Ann's Young Men's Society, January 1885-January 1935* (1935), Montréal.

- GOUHIER, Pierre (1971), « La maison presbytérale en Normandie », dans J.-P. Bardet et Pierre Chaunu (dir.), *Le bâtiment. Enquête d'histoire économique, XIV^e-XIX^e siècles*, Paris, Éd. Mouton, tome I.
- GOURDEAU, E. (1962), « Paroisse et liturgie », dans *Rapport de la rencontre consultative des laïcs avec son excellence M^{gr} Maurice Roy, archevêque de Québec*.
- GOURNAY, Isabelle et France VANLAETHEM (dir.) (1998), *Montréal métropole, 1880-1930*, Montréal, Boréal, 223 p.
- GRAVEL, Pierre (1926), *Pour assurer l'avenir. Les œuvres de Jeunesse*, Québec, L'Action sociale ltée, 47 p.
- GREER, Allan (1997), *Habitants et patriotes. La rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Montréal, Boréal, 370 p.
- GRISÉ, Jacques (1979), *Les conciles provinciaux de Québec et l'Église canadienne (1851-1886)*, Montréal, Fides, 454 p.
- GROULX, Lionel (1962), *Le Canada français missionnaire; une autre grande aventure*, Montréal, Fides, 532 p.
- GUESLIN, André (1987), *L'invention de l'économie sociale. Le XIX^e siècle français*, Paris, Économica, 335 p.
- GUILLEMETTE, Yves ([1981]), *145 ans après... 1837-1981*, s.n., Frères des Écoles chrétiennes, 415 p.
- GUNN, William T. (1910) *His Dominion*, Toronto, Canadian Council of the Missionary Education, 269 p.
- HAEBLER, Peter (1976), *Habitants in Holyoke. The Development of the French-Canadian Community in a Massachusetts City, 1865-1910*, Thèse de Ph.D., University of New Hampshire.
- HAMELIN, Hormidas (1916), *Notre-Dame-des-Sept-Douleurs ou une paroisse franco-américaine*, Montréal, Arbour et Dupont, 362 p.
- HAMELIN, Jean (1984), « Le XX^e siècle, tome 2 : de 1940 à nos jours », dans Nive Voisine (dir.), *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal, 426 p.
- HAMELIN, Jean et Nicole GAGNON (1984), « Le XX^e siècle, tome 1, 1898-1940 », dans Nive Voisine (dir.), *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal, 510 p.
- HAMELIN, Jean et Yves ROBY (1971), *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 436 p.
- HAMELIN, Louis-Edmond (1959), « Nombre annuel des nouveaux prêtres, Canada-français (1600-1933) », *Bulletin des recherches historiques*, vol. 65, n° 2 (avril-mai-juin), p. 35-44.
- HAMELIN, Louis-Edmond (1961), « Évolution numérique séculaire du clergé catholique dans le Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 2, n° 2 (avril-juin), p. 189-241.
- HAMELIN, Marcel (1974), *Les premières années du parlementarisme québécois, 1867-1878*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 386 p.
- HAMON, Édouard (1891), *Les Canadiens-Français de la Nouvelle-Angleterre*, Québec, N.S. Hardy, 483 p.
- HARDY, René (1970), « L'activité sociale du curé de Notre-Dame de Québec : aperçu de l'influence du clergé au milieu du XIX^e siècle », *Histoire sociale/Social History*, vol. 6 (novembre), p. 5-32.
- HARDY, RENÉ (1980), *Les Zouaves : une stratégie du clergé québécois au XIX^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 312 p.
- HARDY, René (1994), « À propos du réveil religieux dans le Québec du XIX^e siècle : le recours aux tribunaux dans les rapports entre le clergé et les fidèles (district de Trois-Rivières) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 48, n° 2 (automne) p. 203-207.
- HARDY, René (1998), « Les fondements du renouveau religieux dans le Québec du XIX^e siècle : éléments d'une réinterprétation », dans Michel Lagrée (dir.), *Chocs et ruptures en histoire religieuse, fin XVIII^e-XIX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 33-50.
- HARDY, René (1999), *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec, 1830-1930*, Montréal, Boréal, 284 p.
- HARDY, René et Normand SÉGUIN (1984), *Forêt et société en Mauricie : la formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930*, Montréal, Boréal Express et Musée national de l'Homme, 222 p.
- HARDY, René, Pierre LANTHIER et Normand SÉGUIN (1987), « Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle : l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19^e siècle », dans François Lebrun et Normand Séguin (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'ouest, XVII^e-XX^e siècles*, Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières et Presses universitaires de Rennes 2, p. 239-253.
- HARTFORD, William F. (1990), *Working People of Holyoke : Class and Ethnicity in a Massachusetts Mill Town, 1850-1960*, New Brunswick, N. J., Rutgers University Press, 294 p.
- HARTFORD, William F. (1996), *Where is Our Responsibility ? Unions and Economic Change in New England Textile Industry, 1870-1960*, Amherst, University of Massachusetts Press, 256 p.
- HEAP, Ruby (1985), « Urbanisation et éducation : la centralisation scolaire à Montréal au début du XX^e siècle », *Historical papers/Communications historiques*, p. 132-155.
- HEAP, Ruby (1995), « Libéralisme et éducation au Québec à la fin du XIX^e siècle », dans Yvan Lamonde (dir.), *Combats libéraux au tournant du XX^e siècle*, Montréal, Fides, p. 99-118.
- HÉMON, Louis (1914), *Maria Chapdelaine : récit du Canada français*, Paris, Le Temps, 21 p.
- HENDRICKSON, Dyke (1980), *Quiet Presence : Dramatic, First-person Account : the True Stories of Franco-Americans in New England*, Portland, ME, Gay Gannett Publishing Co, 266 p.

- HÉROUX, Omer (1952), « Hommage à Henri Bourassa », numéro-souvenir, *Le Devoir*, 25 octobre, p. 97-103.
- HOPKINS, Henry W. (1879), *Atlas of the City and Island of Montreal*, Montréal, Provincial Publishing Co., 107 p.
- HOUSSIAU, André et Jean PASSICOS (1984), « Paroisse », dans *Catholicisme, hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Letouzey & Ané, col. 671-691.
- HUDON, Christine (1995), « Le renouveau religieux québécois au XIX^e siècle : éléments pour une réinterprétation », *Studies in religion/Sciences religieuses*, vol. 24, n° 4, p. 467-489.
- HUDON, Christine (1996), *Prêtres et fidèles dans le diocèse de Saint-Hyacinthe, 1820-1875*, Québec, Septentrion, 469 p.
- HUGUET-LATOURE, L.-A. (1876), *Annuaire de Ville-Marie*, 11^e livraison de supplément, Montréal.
- HUSTAK, Alan (1998), *Saint. Patrick's of Montreal : The Biography of a Basilica*, Montréal, Véhicule Press, 175 p.
- IMBART DE LA TOUR, P. (1979), *Les paroisses rurales du IV^e et X^e siècle : les origines religieuses de la France*, Paris, Picard (première édition : 1900).
- JAENEN, Cornelius J. (1985), *Le rôle de l'Église en Nouvelle-France*, Ottawa, Société historique du Canada (coll. « Brochures historiques », n° 40), 30 p.
- KENNGOTT, George, F. (1912), *The Record of a City : A Social Survey of Lowell, Massachusetts*, New York, The Macmillan Co.
- KENT, Joan R. (1995), « The Centre and the Localities : State Formation and Parish Government in England, circa 1640-1740 », *Historical Journal*, vol. 38, p. 363-404.
- KERBIRIOU, Anne-Hélène (1996), *Les Indiens de l'Ouest canadien vus par les Oblats, 1885-1930*, Sillery, Québec, Éditions du Septentrion, 294 p.
- KESTEMAN, Jean-Pierre (1990), « Le comportement associatif dans une ville biculturelle ; Sherbrooke, 1850-1920 », dans Roger Levasseur (dir.), *De la sociabilité. Spécificité et mutations*, Montréal, Boréal, p. 269-280.
- KESTEMAN, Jean-Pierre en collaboration avec Guy BOISCLAIR et Jean-Marc KIROUAC (1984), *Histoire du syndicalisme agricole au Québec : UCC-UPA 1924-1984*, Montréal, Boréal Express, 327 p.
- KESTEMAN, Jean-Pierre, Peter SOUTHAM et Diane SAINT-PIERRE (1998), *Histoire des Cantons de l'Est*, Québec, Institut de recherche sur la culture (coll. « Les régions du Québec », n° 10), 829 p.
- LABERGE, Alain (dir.) (1993), *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture (coll. « Les régions du Québec », n° 4), 644 p.
- LABERGE, Pierre-Lionel (1992), *Messire Gaspard Dufournel et l'histoire véritable de l'Ange-Gardien, de ses curés, de ses églises, de son trésor, 1664-1760 : étude socio-religieuse d'une communauté marginale de Beauport avec documents inédits sur la famille lyonnaise des Dufournel*, L'Ange-Gardien, Éditions Bois-Lotenville, 445 p.
- La compagnie de Jésus au Canada, 1842-1942 : l'œuvre d'un siècle* (1942), Montréal, Maison provinciale, 183 p.
- LAFLÈCHE, M^{re} Louis-François (1880), « Extrait d'une lettre à M. l'abbé A.-A. Blais », dans H.-J.-B. Chouinard (dir.) (1881), *Fête nationale des Canadiens Français célébrée à Québec en 1880*, Québec, Imprimerie A. Côté et cie, p. 392-393.
- LAFORTUNE, Édouard (1930), *Canadiens en Chine : croquis du Siu-tcheou fou, mission des Jésuites du Canada*, Montréal, L'Action paroissiale, 230 p.
- LAGRÉE, Michel (dir.) (1998), *Chocs et ruptures en histoire religieuse : fin XVIII^e-XIX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, (coll. « Histoire »), 217 p.
- LAHAISE, Robert (1980), *Les édifices conventuels du Vieux Montréal*, Montréal, HMH, 597 p.
- LAJOIE, Philippe-Armand (1949), « Ça et là », *L'Indépendant*, 5 janvier.
- LAJOIE, Philippe-Armand (1959), « Ça et là », *L'Indépendant*, 2 juillet.
- LALONDE, Marc (1961), « Les relations juridiques Église-État au Québec », dans Vincent Harvey et al., *L'Église et le Québec*, Montréal, Éditions du Jour, (coll. « Les Idées du jour »), p. 77-100.
- LAMARRE, Jules (1991), *Des écoles à rendre communautaires*, thèse de doctorat (géographie), Université McGill, 345 p.
- LAMBERT, James H. (1981), *Monseigneur, The Catholic Bishop Joseph-Octave Plessis, Church, State and Society in Lower Canada : Historiography and Analysis*, Thèse de doctorat, Université Laval, 3 vol.
- LANDRY, Jean-Guy (1998), « Les revenus du clergé », dans Louis Rousseau et Frank W. Remiggi, *Atlas historique des pratiques religieuses : le sud-ouest du Québec au XIX^e siècle*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 77-88.
- LANDRY, Thomas-Marie (1962a), « Y aura-t-il une vie franco-américaine en Nouvelle-Angleterre », dans Thomas-Marie Landry (1962), *Mission catholique et française en Nouvelle-Angleterre*, Québec, Les Éditions Ferland, p. 35-41.
- LANDRY, Thomas-Marie (1962b), « La situation franco-américaine », dans Thomas-Marie Landry (1962), *Mission catholique et française en Nouvelle-Angleterre*, Québec, Les Éditions Ferland, p. 43-48.
- LANDRY, Thomas-Marie (1965), « La crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales », *Le Travailleur*, 21 octobre.
- LANDRY, Thomas-Marie (1972), « La Franco-Américanie en réaction », *Le Travailleur*, 25 novembre.
- LANDRY, Thomas-Marie (1976), « Une renaissance est-elle possible dans le cas de notre langue et de notre culture ? », dans *Les Franco-Américains. La promesse du passé, les réalités du présent*, New Bedford, N.H., NMDC Publication, p. 82-95.

- LANGLOIS, Jacques (1979), *Les Jésuites du Québec en Chine, 1918-1955*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 379 p.
- LANGLOIS, Claude (1980), « Permanence, renouveau et affrontements (1830-1880) », dans François Lebrun (dir.), *Histoire des catholiques en France du xv^e siècle à nos jours*, Toulouse, Privat (coll. « Pluriel »), 530 p.
- LANGLOIS, Marius (1988), *L'éducation de la foi dans le diocèse de Rimouski (1867-1928)*, Mémoire de maîtrise, Université Laval, 219 p.
- LAPERRIÈRE, Guy (1996), *Les congrégations religieuses : de la France au Québec 1880-1914. Tome I : Premières bourrasques 1880-1900*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 228 p.
- LAPLANCHE, François (1989), « Controverse et catéchisme », dans Pierre Collin et al. (dir.), *Aux origines du catéchisme en France*, Paris, Desclée, p. 214-228.
- LAPOINTE, Gérard (1967), *Structures sociales et attitudes religieuses : étude sociologique du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière*, Québec, Université Laval, Centre de recherches en sociologie religieuse, 282 p.
- LAPOINTE-ROY, Huguette (1987), *Charité bien ordonnée : le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19^e siècle*, Montréal, Boréal, 330 p.
- LAROCHELLE, Fabien (1976), *Shawinigan depuis 75 ans, 1900-1975*, Shawinigan, F. LaRochelle, 747 p.
- LAROSE, André (1980), *Les registres paroissiaux au Québec avant 1800 : introduction à l'étude d'une institution ecclésiastique et civile*, Québec, Archives nationales du Québec (coll. « Études et recherches archivistiques », n° 2), 298 p.
- LA TRIBUNE (1928), *Histoire de l'agitation sentinelliste dans la Nouvelle-Angleterre, 1925-1928*, Woonsocket, La Tribune Publishing Co.
- Le Canada ecclésiastique* (1968-1969), Montréal, Beauchemin.
- LECLERCQ, H. (1938), « Paroisses rurales », dans *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, Paris, Letouzey et Ané, col. 2108.
- LEDoux, Henri (1981), « La mission de la langue française aux États-Unis », dans Richard Santerre (dir.), *Littérature franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre. Anthologie*, tome 5, Manchester, NMDC Publication, p. 2-8.
- L'Église de Montréal. Aperçus d'hier et d'aujourd'hui 1836 et 1986* (1986), Montréal, Fides.
- LEMAIRE, Hervé-B. (1963), « La transition franco-américaine », *Vie française*, vol. 18, n° 3-4, p. 65-74.
- LE MASQUE (1924), « Le congrès de Fall River (25-26 novembre 1923) », *L'Action française*, XI, (6 janvier), p. 44-53.
- LEMIEUX, Lucien (1989), « Les xviii^e et xix^e siècles, Tome I : Les années difficiles (1760-1839) », dans Nive Voisine (dir.), *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal, 438 p.
- LEMIEUX, Raymond (1968), *L'église de l'Amiante*, Québec, Université Laval, Centre de recherches en sociologie religieuse, 282 p.
- LEMIEUX, Raymond (1995), « La paroisse entre tradition et prophétisme », dans Gilles Routhier (dir.), *La paroisse en éclats*, Ottawa, Novalis (coll. « Théologie pratiques », n° 5), p. 265-275.
- LESAGE, Germain (1961), *Histoire de Louiseville, 1665-1960*, Louiseville, Québec, Presbytère de Louiseville, 450 p.
- LÉTOURNEAU, Firmin (1950), *Histoire de l'agriculture (Canada français)*, Montréal, L'Imprimerie populaire, 324 p.
- LÉVESQUE, Benoît (dir.) (1997), *Desjardins : une entreprise et un mouvement ?*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 352 p.
- LEVESQUE, Ulric (1996), *Des ans... des souvenirs : Saint-Hélène-de-Kamouraska, 1846-1996*, Sainte-Hélène-de-Kamouraska [Québec], Comité des fêtes du 150^e, 662 p.
- L'HEUREUX, Pierre (1994), *Étude des fonctions de survivance ethno-religieuses et d'intégration socio-culturelle d'une institution ethnique aux États-Unis. Le cas des écoles paroissiales catholiques franco-américaines de Manchester, N.H., 1900-1940*, Thèse de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 175 p.
- LINTEAU, Paul-André (1992-1993), « L'expansion des caisses populaires à Montréal, 1940-1960 », *Coopératives et développement*, vol. 24, n° 2, p. 21-38.
- LINTEAU, Paul-André et Jean-Claude ROBERT (1985), « Montréal au 19^e siècle : bilan de recherche », *Revue d'histoire urbaine*, vol. 13, n° 3 (février), p. 207-223.
- LIPTAK, Dolores Ann (1985), « The National Parish : Concept and Consequences for the Diocese of Hartford, 1890-1930 », *Catholic Historical Review*, vol. 71, p. 52-64.
- LORD, France (1999), *La muette éloquence des choses : collections et expositions missionnaires de la Compagnie de Jésus au Québec, de 1843 à 1946*, Thèse de doctorat (histoire) Université de Montréal, 2 t.
- Lovell's Montreal Directory for 1879-80* (1880), Montréal.
- MAGNAN, Denis-Michel-Aristide (1912), *Histoire de la race française aux États-Unis*, Paris, C. Amat, 356 p.
- MAGNAN, Hormidas (1925), *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec*, Arthabaska, Québec, L'Imprimerie d'Arthabaska, 738 p.
- MAGUIRE, Thomas (1830), *Recueil de notes diverses sur le gouvernement d'une paroisse, l'administration des sacrements, etc. : adressée à un jeune curé de campagne*, Paris, Décourchant, 278 p.
- MAILLOUX, Alexis (1879), *Histoire de l'Île-aux-Coudres depuis son établissement jusqu'à nos jours*, Montréal, La compagnie de lithographie Burland-Desbarats, 91 p.

- Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Nicolet* (1885-), Nicolet.
- Mandements de l'évêque de Montréal, publiant le décret apostolique du 30 juillet 1872* (1872).
- Mandements des évêques de Montréal* (MEM) (1869), *Lettre pastorale des évêques de Montréal contre les mauvais journaux*, 31 mai 1858, volume 3, Montréal, Typographie Le Nouveau Monde, p. 406-407.
- Mandements des évêques de Montréal* (MEM) (1894), volume 11, Montréal, Arbour et Laperle, p. 449-469.
- Mandements des évêques de Rimouski 1867-1878* (1878), Rimouski, Imprimerie A.G. Dion, p. 440
- Mandements des évêques de Trois-Rivières*, Trois-Rivières, Chancellerie de l'évêché, vol. 8, p. 109, 115 et 265.
- Mandements des évêques de Valleyfield* (1922), Paris, Pierre-Tequi libraire-éditeur, vol. 3, p. 125-126.
- Mandements, lettres pastorales circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal depuis son érection* (1887), vol. VIII, Montréal, J. A. Plinguet.
- Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec* (1887-), Québec, A. Côté.
- Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec* (MEQ), vol. 1, 1660-1740, p. 282.
- Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de St-Hyacinthe* (1888-), Montréal, Beauchemin.
- Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Trois-Rivières* (1852-), Trois-Rivières.
- Mandements, lettres pastorales, circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal depuis son érection* (1869-), Montréal, Chapleau.
- Manque-t-on de prêtres au Diocèse de Québec ?* (1949), Québec, Archevêché de Québec.
- MARION, Marcel (1979), *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Picard, p. 172-176.
- MARROU, Henri Irénée (1951), *À Diognète : édition critique, traduction et commentaire*, Paris, Cerf (coll. « Sources chrétiennes », n° 33), 288 p.
- MARSHALL, Joan (1994), *A Solitary Pillar : Montreal's Anglican Church and the Quiet Revolution*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 220 p.
- MARTIN, Julie (1994), *Rivière-du-Loup et son espace au XIX^e siècle : du village linéaire à la ville industrielle*, mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 130 p.
- MARTIN, Paul-Louis (1988), « Introduction aux métiers de la pierre et de l'argile », dans Jean-Claude Dupont (dir.), *Exercices des métiers de la pierre et de l'argile*, Québec, CELAT (coll. Cahiers du CELAT, n° 9), p. 1-50.
- MARTIN, Paul-Louis (1996), « Les logiques de production du paysage : analyse historique d'un paysage du Bas-St-Laurent », dans *Les États généraux du paysage québécois : notions de paysage et modèles d'analyse : recueil de conférences, le 15 novembre 1996 au Musée des arts et traditions populaires du Québec*, Trois-Rivières, Québec, Secrétariat des États généraux du paysages québécois, section 7.
- MARTIN, Paul-Louis (1999), *À la façon du temps présent. Trois siècles d'architecture populaire au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 378 p.
- MATHIEU, Jacques et Alain LABERGE (dir.) (1991), *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent : les aveux et dénombremments, 1723-1745*, Sillery, Septentrion, 415 p.
- MAURAUULT, Olivier (1923), *Saint-Jacques de Montréal : l'église-la paroisse*, Montréal, Au presbytère, 126 p.
- MAURAUULT, Olivier (1929), *La Paroisse : histoire de l'église Notre-Dame de Montréal*, Montréal, Thérien.
- MAURAUULT, Olivier (1957), *La Paroisse : histoire de l'église Notre-Dame de Montréal*, Montréal, Thérien frères, 240 p. (Réédition, rev. et augm. de 1929)
- MAURAUULT, Olivier (1959), *L'œuvre et la fabrique de Notre-Dame de Montréal*, Montréal, Thérien frères, 86 p.
- MCDANNELL, Colleen (1996), « Going to the Ladies' Fair, Irish Catholics in New York City, 1870-1900 », dans Ronald H. Bayor and Timothy J. Meagher (dir.), *The New York Irish*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, p. 234-251.
- MCLEOD, Roderick (1997), *Salubrious Settings and Fortunate Families : The Making of Montreal's Golden Square Mile, 1840-1895*, thèse de doctorat (histoire), McGill University, 250 p.
- MELBIN, Murray (1987), *Night as Frontier : Colonizing the World After Dark*, New York, Free Press, 230 p.
- MENDRAS, Henri (1976), *Sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie*, Paris, Armand Colin, 235 p.
- MERCATOR, Paul (collectif) (1997), *La fin des paroisses ? Recompositions des communautés, aménagement des espaces*, Paris, Desclée de Brouwer, 190 p.
- MERCIER, Honoré (1890), *Réponse de l'honorable Mercier au pamphlet de l'association des Equal Right, contre la majorité des habitants de la province de Québec*, Québec, 88 p.
- Messire Joseph-Augustin Chevalier ; jubilé de diamant sacerdotal, 1867-1927*, (1927) [Manchester, N.H., Avenir national], 118 p.
- METZ, René (1974), « La paroisse en France à l'époque moderne et contemporaine », *Revue d'histoire de l'Église de France*, vol. 60, p. 279-295 et vol. 61, p. 5-24.
- MIGNEAULT, Pierre-Basile (1893), *Le droit paroissial*, Montréal, Beauchemin et fils, 690 p.
- MILOT, Maurice (1989), « Drummondville au XIX^e siècle », *Les Cahiers nicolétains*, vol. 2, n° 4 (décembre), p. 109-178.
- MINER, Horace Mitchell (1985), *Saint-Denis: un village québécois*, LaSalle, Hurtubise HMH, 392 p.

- MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE [BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC] (1965), *Les caisses populaires au Québec, 1953-1962*, Québec (coll. « Publication n° 9 »).
- MINVILLE, Esdras (dir.) (1943), *L'agriculture : étude*, Montréal, Fides, 555 p.
- MITCHELL, Sœur Estelle (1964), *Mère Jane Slocombe, neuvième supérieure générale des sœurs grises de Montréal, 1819-1872*, Montréal, Fides, 494 p.
- MONTBRIAND, Monique (1983), « L'Église des Récollets à Montréal (c. 1703-1867) », *Cahier de la Société historique de Montréal*, vol. 2, n°s 2-3 (mars-juin), p. 132-134.
- MONTBRIAND, Monique (1986), « Le clergé, l'éducation et les paroisses dans le diocèse de Montréal en 1836 », dans Roland Litalien (dir.), *L'Église de Montréal 1836-1986*, Montréal, Fides, p. 162-166.
- MONTMINY, Jean-Paul (1969), « L'Avenir, 1847-1857 », dans *Recherches sociographiques*, vol. 10, n°s 2-3 (mai-décembre), p. 335-336.
- MONTPETIT, Raymond (1990), « La construction de l'Église Notre-Dame de Montréal : quelques pistes pour une interprétation socio-historique », dans Jean-Rémi Brault (dir.), *Montréal au XIX^e siècle*, Montréal, Leméac, p. 149-198.
- MOREAU, Louis Edmond (1871), *Nos Croisés, ou Histoire anecdotique de l'expédition des volontaires canadiens à Rome pour la défense de l'église*, Montréal, Fabre & Gravel, 338 p.
- MOREAUX, Colette (1969), *Fin d'une religion ? Monographie d'une paroisse canadienne-française*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 485 p.
- MORNEAU, Jocelyn (1998), *Petits pays et grands ensembles : les articulations du monde rural au XIX^e siècle. L'exemple de Berthierville et de Louiseville*, Thèse de Ph. D. (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 552 p.
- MORRISET, Michel (1987), *L'agriculture familiale au Québec*, Paris, L'Harmattan, 205 p.
- MOTHON, Louis-Alexandre (1975), « Le résumé de notre vie », *Année dominicaine*, juin-juillet-août, dans J.-A. Plourde (dir.), *Dominicains au Canada. Livre des documents*, 2, *Les cinq fondations avant l'autonomie, 1881-1911*, s.l., p. 91-113.
- MUIR, Edward (1981), *Civic Ritual in Renaissance Venice*, Princeton, N. J., Princeton University Press, 356 p.
- MUSÉE DU QUÉBEC (1984), *Le Grand héritage : L'Église catholique et la société du Québec*, Québec, gouvernement du Québec.
- NAYLOR, Tom (1975), *The History of Canadian Business 1867-1914*, Toronto, James Lorimer, 2 t.
- NAZ, Raoul (1949), *Dictionnaire de droit canonique*, tome IV, Paris, p. 1231-1244.
- NICOLSON, Murray W. (1983), « Irish Tridentine Catholicism in Victorian Toronto : Vessel for Ethno-religious Persistence », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Sessions d'études*, vol. 50, p. 415-436.
- NICOLSON, Murray W. (1993), « The Growth of Roman Catholic Institutions in the Archdiocese of Toronto, 1841-1890 », dans Terrence Murphy and Gerald Stortz (dir.), *Creed and Culture. The Place of English-Speaking Catholics in Canadian Society, 1750-1930*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 152-170.
- NOËL, Françoise (1988), *Competing for Souls : Missionary Activity and Settlement in the Eastern Townships, 1784-1851*, Sherbrooke, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, (coll. « Histoire des Cantons de l'Est », n° 8), 286 p.
- O'GALLAGHER, Mariana (1979), *Saint-Patrice de Québec. La construction d'une église et l'implantation d'une paroisse*, Québec, Société historique de Québec (coll. « Cahier d'histoire », n° 32), 126 p.
- OLSON, Sherry (1995), « One Brilliant Blaze of Light in Nineteenth-Century Montreal », dans Serge Courville et Normand Séguin (dir.), *Espace et culture/Space and Culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 253-264.
- OLSON, Sherry (1996), « Le peuplement de Montréal », dans Serge Courville (dir.), *Atlas historique du Québec : population et territoire*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 81-94.
- OLSON, Sherry et Patricia THORNTON (1992), « Familles montréalaises du XIX^e siècle : trois cultures, trois trajectoires », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 21, n° 2, p. 51-75.
- One Hundred Years of Masses, One Hundred Years of People, St. Gabriel's, Montreal, 1870-1970 (1970)*, Montréal.
- Ordonnances faites et passées par le Gouverneur et le Conseil législatif de la province de Québec (1795)*, Québec, p. 26
- OUELLET, Fernand (1971), « L'agriculture bas-canadienne vue à travers les dîmes et les rentes de la terre », *Histoire sociale/Social History*, vol. 8 (novembre), p. 5-44
- PAGNULO, Siméon (1872), *Études historiques et légales sur la liberté religieuse en Canada*. Montréal, C.O. Beauchemin & Valois, 409 p.
- PAQUET, Louis-Adolphe (1912), « La dîme », *Mémoires de la société royale du Canada*, 3^e série, tome 5, p. 3-17.
- PARENT, Henriette (1995), *Fier de son histoire. Saint-Paul d'Aylmer se raconte*, s.l., 148 p.
- PARIZEAU, Gérard (1935), *L'assurance contre l'incendie au Canada : évolution, pratique, vocabulaire*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 252 p.
- PARIZEAU, Gérard (1961), *Traité d'assurance contre l'incendie au Canada*, Montréal, Les Presses de l'École des hautes études commerciales, 465 p.
- Paroisse de Saint-Thuribe, 1898-1973 ([1973])*, Saint-Thuribe de Portneuf, Qué., Comité du 75^e anniversaire, 1898-1973, 200 p.
- Paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle : ma paroisse, un lieu d'accueil, 1964-1989 (1989), Sainte-Foy, 40 p.

- PAYETTE, Céline (1991), *Les vocations féminines de la région montréalaise au XIX^e siècle*. Mémoire de maîtrise (science des religions), Université du Québec à Montréal, 306 p.
- PELLETIER, Louis (1993), *Le clergé en Nouvelle-France : étude démographique et répertoire biographique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal (coll. « Démographie canadienne »), 324 p.
- PERRON, Normand (1980), « Genèse des activités laitières 1850-1960 », dans Normand Séguin, *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, p. 113-140.
- PICHÉ, Lucie (1999), « La jeunesse ouvrière catholique féminine. Un lieu de formation sociale et d'action communautaire, 1931-1966 », dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 4 (printemps), p. 481-506.
- Pièces concernant les affaires du séminaire de Montréal à Rome* (1866).
- PIGEON, Louis-Philippe (1947-1948), « Législation civile des paroisses. Régime anglais », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, Rapport 15, p. 93-99.
- PINARD Guy (1987-1989), *Montréal : son histoire, son architecture*, Montréal, La Presse, t.1 et t. 3, 346 p. et 560 p.
- PLANTE, Guy (1971), *Le rigorisme au XVIII^e siècle. M^{gr} de Saint-Vallier et le sacrement de pénitence* (1685-1727), Gembloux, J. Duculot, 1971, 189 p.
- PLANTE, Hermann (1970), *L'Église catholique au Canada (1604-1886)*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 510 p.
- POIRIER, Jean (1991), *Le crédit dans une caisse populaire en milieu urbain : Saint-Alphonse d'Youville, 1940-1950*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 179 p.
- PORTER, John et Léopold DÉSY (1973), *Calvaires et croix de chemins du Québec*, Montréal, Éditions HMH (coll. « Ethnologie québécoise », n° 15), 145 p.
- POULIN, Pierre (1990), *Histoire du Mouvement Desjardins. Tome 1 : Desjardins et la naissance des caisses populaires, 1900-1920*, Montréal, Québec/Amérique, 373 p.
- POULIN, Pierre (1994) *Histoire du Mouvement Desjardins. Tome 2 : La percée des caisses populaires, 1920-1944*, Montréal, Québec/Amérique, 449 p.
- POULIN, Pierre (1998) *Histoire du Mouvement Desjardins. Tome 3 : De la caisse locale au complexe financier*, Montréal, Québec/Amérique, 480 p.
- POULIOT, Jean-François (1919), *Le droit paroissial de la Province de Québec*, Fraserville, Québec, Imprimerie Le Saint-Laurent, 636 p.
- POULIOT, Léon (1977), *Monseigneur Bourget et son temps, Tome V : 1. Les derniers combats : le démembrement de la paroisse Notre-Dame (1865) : 2. Vingt-cinq années de luttes universitaires* (1851-1876), Montréal, Bellarmin, 319 p.
- Premier congrès eucharistique national, 22-26 juin 1938* (1939), Québec, l'Action catholique.
- PROULX, Georges-Étienne (1958), « Les Canadiens ont-ils payé la dime entre 1760-1775 ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.11, n° 4 (mars), p. 533-555
- PROULX, Jean-Pierre (1998), « L'évolution de la législation relative au système électoral scolaire québécois (1829-1989) », *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 10, n°s 1-2 (printemps/automne), p. 20-47.
- PROVENCHER, Jean (1988), *Les quatre saisons dans la vallée du Saint-Laurent*. Montréal, Boréal Express, 605 p.
- Rapport de l'Union Allet, 1875-1876 et 1876-1877.*
- Rapport du Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation sur l'opportunité de créer un crédit agricole* (1922), Québec, 14 décembre, p. 51.
- RAWLYK, Geo A. (dir.) (1990), *The Canadian Protestant Experience, 1760-1990*. Burlington, Ontario, Welch, 252 p.
- Recueil d'ordonnances synodales et épiscopales* (1859), Québec, Brousseau, 351 p.
- « Règlements des districts de paroisse, 1722 » ([1722], 1854), dans *Édits, ordonnances royaux, déclarations et arrêts du conseil...*, Québec, E.R. Fréchette, p. 443-462.
- Règles et règlements du cimetière de Notre-Dame de Belmont à l'usage de la paroisse de Notre-Dame de Québec* (1859), Québec, P. Lamoureux, 14 p.
- Report of the Royal Commission on Life Insurance* (1907).
- Requête en appel contre le démembrement de la paroisse de Montréal adressé à M^{gr} de Tloa, 9 décembre 1866* (1866). (Signé par le curé Victor Rousselot).
- RICHARD, D^r Jean-Baptiste (1939), *Les églises de la paroisse de Saint-Denis-sur-Richelieu*, Saint-Hyacinthe, Société d'histoire de Saint-Hyacinthe (coll. « Documents mas-koutains », n° 4).
- RINGUET (1938), *Trente arpents : roman*, Montréal, Fides, 306 p.
- ROBERT, Adolphe (1938), « La survivance de l'esprit français aux États-Unis », dans Adrien Verrette (dir.), *La croisade franco-américaine*, Manchester, L'Avenir national, p. 159-173.
- ROBERT, Jacques (1979), *Les chapelles de procession du Québec*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 163 p.
- ROBERT, Jean-Claude (1994), *Atlas historique de Montréal*, Montréal, Art Global / Libre Expression, 167 p.
- ROBICHAUD, Léon (1989), « Le pouvoir, les paysans et la voirie au Bas-Canada à la fin du XVIII^e siècle », *Mémoire de maîtrise (histoire)*, Université McGill, 142 p

- ROBILLARD, Denise (1994), *La traversée du Saguenay : cent ans d'éducation : Les Sœurs de Notre-Dame du Bon-Conseil de Chicoutimi, 1894-1994*, Montréal, Bellarmin, 648 p.
- ROBY, Yves (1990), *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre (1776-1930)*, Sillery, Septentrion, 434 p.
- RONCAYOLO, Marcel (1990), *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 278 p.
- ROUSSEAU, Jacques (1974), *Voyages de Pehr Kalm au Canada*, Montréal, Éd. Pierre Tisseyre.
- ROUSSEAU, Louis (1976), *La prédication à Montréal de 1800 à 1830 : approche religieuse*, Montréal, Fides, 269 p.
- ROUSSEAU, Louis (1998), « Crises, choc et revitalisation culturelle dans le Québec du XIX^e siècle », dans Michel Lagrée (dir.), *Chocs et ruptures en histoire religieuse, fin XVIII^e-XIX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 51-69.
- ROUSSEAU, Louis et Frank William REMIGGI (dir.) (1998), *Atlas historique des pratiques religieuses : le sud-ouest du Québec au XIX^e siècle*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 235 p.
- ROUSSEAU, Yvan (1995), « Du projet de reconquête économique à l'idée de management. Un bilan des études consacrées au mouvement Desjardins », *Histoire sociale/Social History*, vol. 29, n^o 57, p. 97-132.
- ROUSSEAU, Yvan et Roger LEVASSEUR (1995), *Du comptoir au réseau financier : l'expérience historique du Mouvement Desjardins dans la région du centre du Québec, 1909-1970*, Montréal, Boréal, 388 p.
- ROUTHIER, A.-B. (1881), « Le rôle de la race française en Amérique », dans H.-J.-B. Chouinard (dir.), *Fête nationale des Canadiens-Français célébrée à Québec en 1880*, Québec, Imprimerie A. Côté et cie, p. 282-296.
- ROUX, Simone (1976), *La maison dans l'histoire*, Paris, Albin Michel, 299 p.
- ROY, Fernande (1982), « Une mise en scène de l'Histoire : la fondation de Montréal à travers les siècles », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, n^o 1 (été), p. 7-36.
- ROY, Fernande (1988), *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones de Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 301 p.
- ROY, Fernande (1993), *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Boréal, 127 p.
- ROY, Jean (1985), « Les revenus des curés du diocèse de Nicolet, 1885-1904 », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Session d'étude*, p. 51-67.
- ROY, Jean (1990), « Deux évêques trifluviens en visite : Thomas Cooke et Louis-François Laflèche et la gestion des paroisses (1852-1898) », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Études d'histoire religieuse*, vol. 57, p. 89-110.
- ROY, Jean (1997), « Quelques influences françaises sur l'historiographie religieuse du Québec des dernières décennies », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n^o 2 (automne), p. 301-316.
- ROY, Jean et Christine HUDON (1994), *Le journal de Majorique Marchand, curé de Drummondville, 1865-1889*, Sillery, Éditions du Septentrion, 335 p.
- ROY, Jean et Christine HUDON (1995), « Pastorale et vie religieuse dans les missions des townships au XIX^e siècle », dans Serge Courville et Normand Séguin (dir.), *Espace et culture/Space and Culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 165-174.
- ROY, Jean et Daniel ROBERT (1984), « Les rapports annuels des curés et l'histoire des paroisses dans la seconde moitié du XIX^e siècle », *Archives*, vol. 16, n^o 1 (juin), p. 31-59.
- ROY, Pierre-Georges (1931), *Inventaire des procès-verbaux des Grands Voyers*, Beauceville, L'Éclaireur, volume 5.
- ROY, Pierre-Georges (1941), *Les cimetières de Québec*, Lévis, Imprimerie Le Quotidien, 270 p.
- RUDIN, Ronald (1990), *In Whose Interest ? Quebec's Caisses Populaires 1900-1945*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 185 p.
- RUMILLY, Robert (1941), *Histoire de la Province de Québec. Vol. I : George-Étienne Cartier*, Montréal, Valiquette, 409 p.
- RUMILLY, Robert (1958), *Histoire des Franco-Américains*, Montréal, Publié par l'auteur sous les auspices de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, 552 p.
- RUMILLY, Robert (1970), *Histoire de Montréal*, tome 2, Montréal, Fides, 418 p.
- RYAN, William F. (1966), *The Clergy and Economic Growth in Quebec (1896-1914)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 348 p.
- SAINT-PIERRE, Diane (1997), *La mutualité-incendie au Québec depuis 1835 : au cœur de l'histoire de Promutuel*, Sillery, Groupe Promutuel, Fédération des sociétés mutuelles d'assurance générale et INRS, 234 p.
- SAINT-PIERRE, Jacques (1997), *Histoire de la Coopérative fédérée : l'industrie de la terre*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval et Les éditions de l'IQRC, 287 p.
- SAINT-VALLIER, M^{gr} Jean-Baptiste DE LA CROIX DE CHEVRIÈRES de (1703), *Rituel du diocèse de Québec*, Paris, S. Langlois, 604 p.
- SANFAÇON, Roland (1958), « La construction du premier chemin Québec-Montréal et le problème des corvées (1706-1737) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 12, n^o 1 (juin), p. 3-29.
- SANTERRE, Richard (1993), *La paroisse Saint-Jean-Baptiste et les Franco-Américains de Lowell, Massachusetts, 1868 à 1968*, Manchester, N.H., Éditions Lafayette, 311 p.
- SAVARIA, J.T. (1898), « Quelques considérations sur la dîme et les offrandes faites pour le culte divin », dans *Le scapulaire de Notre-Dame du Mont-Carmel suivi de quelques considérations sur la communion des saints et sur la dîme*, Montréal, Monastère des carmélites, p. 296-354.
- SÉGUIN, Normand (1977), *La conquête du sol au 19^e siècle*, Québec, Boréal Express (coll. « 17/60 », n^o 9), 295 p.

- SÉGUIN, Normand et al. (1980), *Agriculture et colonisation au Québec : aspects historiques*, Montréal, Boréal Express, 220 p.
- SEMPLE, Neil (1996), *The Lord's Dominion : The History of Canadian Methodism*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 565 p.
- SIMARD, Jean (1989), *Les Arts sacrés au Québec*, Boucherville, Éditions de Mortagne, 319 p.
- SLACK, Paul (1995), *The English Poor Law, 1531-1782*. Cambridge, New York, Cambridge University Press, 73 p.
- SOCIÉTÉ D'HISTOIRE RÉGIONALE DE SAINT-HYACINTHE (1998), *Saint-Hyacinthe, 1748-1998*, Québec, Septentrion, 405 p.
- Souvenir of the Golden Jubilee of St. Patrick's Total Abstinence and Benefit Society, 1840-1890* (1890), Montréal.
- SWEENEY, Robert C. H. (1995), « Un effort collectif québécois : la création, au début du xx^e siècle, d'un marché privé et institutionnalisé de capitaux », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, n^o 1 (été), p. 35-72.
- SYLVAIN, Philippe (1982), « Ignace Bourget », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XI : de 1881 à 1891, Québec et Toronto, Les Presses de l'Université Laval et University of Toronto Press, p. 103-115.
- SYLVAIN, Philippe et Nive VOISINE (1991), « Les xviii^e et xx^e siècles, tome 2 : Réveil et consolidation (1840-1898), dans Nive Voisine (dir.), *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal, 507 p.
- TASCHEREAU, E.-A. (1895), *Discipline du diocèse de Québec*, Québec, Brousseau, 303 p.
- TESSIER, Albert (1972), *Sainte-Anne-de-la-Pérade : bref historique de trois siècles de vie paroissiale*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 40 p.
- TÊTU, H. et C.-O. GAGNON (1887), *Mandements, lettres pastorales et circulaires des Evêques de Québec, 1660-1740*, Québec, A. Côté, vol. I.
- The Case of St. Patrick's Congregation as to the Erection of the New Canonical Parish of St. Patrick's Montreal* (1866), Montréal, Lovell.
- The Story of One Hundred Years: Centenary St. Ann's Church, Montreal* (1954), Montréal.
- THÉBERGE, Rodrigue (1987), « Une morale pour une pastorale de la miséricorde. L'homme apostolicus », dans Jean Delumeau (dir.), *Alphonse de Liguori, pasteur et docteur*, Paris, Beauchesne, p. 127-138.
- THÉRIAULT, Léon (1976), « Les missionnaires et leurs paroissiens dans le nord-est du Nouveau-Brunswick, 1766-1830 », *Revue de l'Université de Moncton*, 9, 1, 2 et 3 (octobre), p. 31-53.
- THÉROUX, Bernard (1976), « La consolidation du groupe franco-américain », dans le Comité de Vie franco-américaine, *Le Franco-Américain au 20^e siècle*, Manchester, N.H., p. 19-27.
- THIBAUT, Charles (1887), *Le double avènement de l'Homme-Dieu ou les deux unités religieuses et politiques des peuples. Discours prononcé de Charles Thibault à la célébration de la Saint-Jean-Baptiste à Waterloo, le 28 juin 1887*, Montréal, 35 p.
- TOKER, Franklin (1991), *The Church of Notre-Dame in Montreal : An Architectural History*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2^e éd., 124 p.
- TOMASI, Silvano M. (1975), *Piety and Power : The Role of the Italian Parishes in the New York Metropolitan Area, 1880-1930*, New York, The Center for Migration Studies, 201 p.
- TRIGGER, Rosalyn (1997), *The Role of the Parish in Fostering Irish-Catholic Identity in Nineteenth-Century Montreal*, mémoire de maîtrise (géographie), Université McGill, 144 p.
- TRIGGER, Rosalyn (2001), « The Geopolitics of the Irish-Catholic Parish in Nineteenth-century Montreal », *Journal of Historical Geography*, vol. 27, n^o 4.
- Trois-Rivières : album illustré : histoire, géographie, industrie* (1903), [Montréal, Guertin].
- TRUDEL, F.-X.-A. (1908), « Déclaration assermentée de l'avocat F.-X.-A. Trudel », dans Arthur Savaète, *Vers l'abîme*, tome 1, Paris, A. Savaète, p. 62.
- TRUDEL, Marcel (1955), *Chiniquy*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 339 p.
- TRUDEL, Marcel (1983), *Histoire de la Nouvelle-France*, vol. III : *La seigneurie des Cent-Associés 1627-1663*, tome 2 : *La société*, Montréal, Fides, 669 p.
- TRUDEL, Marcel (1997), *Histoire de la Nouvelle-France*, vol. IV : *La seigneurie de la Compagnie des Indes occidentales, 1663-1674*, Montréal, Fides, 894 p.
- TRUDEL, Marcel (1999), *Histoire de la Nouvelle-France*, tome X : *Le régime militaire et la disparition de la Nouvelle-France (1759-1764)*, Montréal, Fides, 612 p.
- TRUESDELL, Leon (1943), *The Canadian Born in the United States : an Analysis of the Statistics of the Canadian Element in the Population of the United States, 1850 to 1930*, New Haven et Toronto, Yale University Press et Ryerson Press, 263 p.
- TURCOTTE, Paul-André (1988), *L'enseignement secondaire public des frères éducateurs, 1920-1970 : utopie et modernité*, Montréal, Bellarmin, 220 p.
- ULLMANN, Walter (1963), « The Quebec Bishops and Confederation », *Canadian Historical Review*, vol. 44, n^o 3 (septembre), p. 213-234.
- UNDERWRITERS' SURVEY BUREAU (1926), *Insurance plan of the city of Montreal*, volume III, Toronto et Montréal, Underwriters' Survey Bureau limited.
- VACHON, André (1969), « François de Laval », dans *Dictionnaire biographique du Canada*. Volume II, de 1701-1740, Québec et Toronto, Les Presses de l'Université Laval et University of Toronto Press, p. 374-387.

- VACHON, André (1969), *François de Laval*, Québec et Montréal, Les Presses de l'Université Laval et Fides.
- VACHON, André (1970), *L'administration de la Nouvelle-France, 1627-1760*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 87 p.
- VELTMAN Calvin J. (1980), « Le sort de la Francophonie aux États-Unis », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 9, n° 1, p. 43-57.
- VELTMAN, Calvin J. (1983), *Language Shift in the United States*, Berlin, N.Y., Amsterdam, Mouton Publishers, 432 p.
- VICERO, Ralph D. (1968), *Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900. A Geographical Analysis*, Thèse de Ph.D., University of Wisconsin.
- Vie de la Sœur Bourgeoys, fondatrice de la Congrégation de Notre-Dame de Villemarie en Canada : suivie de l'histoire de cet institut jusqu'à ce jour (1853)*, tome I, Villemarie, Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame.
- Ville-Marie Missionnaire 1642-1942, volume-souvenir (1942)*, Montréal, Secrétaire du Comité missionnaire, 616 p.
- VILLENEUVE, Alphonse (1871-1872), *La comédie infernale : ou Conjuraison libérale aux enfers : en plusieurs actes*, Montréal, Impr. Franc-parleur, 5 volumes.
- VINCENT, Odette (dir.) (1995), *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, Québec, Institut de recherche sur la culture (coll. « Les régions du Québec », n° 7), 763 p.
- VOISINE, Nive (1982), « Jubilés, missions paroissiales et prédication au XIX^e siècle », *Recherches sociographiques*, vol. 23, p. 125-137.
- VOISINE, Nive (1984), « Mouvements de tempérance et religion populaire », dans Benoît Lacroix et Jean Simard (dir.), *Religion populaire, religion de clercs ?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 65-78.
- VOISINE, Nive (1987-1999), *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada*, 3 tomes, Sillery, Éditions Anne Sigier, 443 p., 471 p., 407 p.
- VOISINE, Nive (1990), « Elzéar-Alexandre Taschereau, 1820-1898 », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XII, de 1891 à 1900, Québec et Toronto, Les Presses de l'Université Laval et University of Toronto Press, p. 1106-1115.
- VOISINE, Nive (1992), *Les prêtres de Saint-Sulpice au Canada : grandes figures de leur histoire*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 430 p.
- VOISINE, Nive (avec la collaboration d'André BEAULIEU et de Jean HAMELIN) (1971), *Histoire de l'Église catholique au Québec, 1608-1970*, Montréal, Fides, 112 p.
- VOISINE, Nive et Réal BÉLANGER (dir.) (1994), *Le diocèse de Rimouski (1867-1992)*, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 352 p.
- VOYER, Louise (1981), *Églises disparues*, Montréal, Éd. Libre Expression, 168 p.
- WADE, Mason (1966), *Les Canadiens français de 1760 à nos jours. Tome 1 : 1760-1914*, Montréal, Cercle du livre de France, 685 p.
- WALLOT, Jean-Pierre (1973), *Un Québec qui bougeait : trame socio-politique du Québec au tournant du XIX^e siècle*, Québec, Éditions du Boréal Express, 345 p.
- WATKINS, Meredith (1999), *The Cemetery and Cultural Memory : Montreal and Surrounding Villages, 1860 to 1900*, Mémoire de maîtrise (géographie), Université McGill, 91 p.
- WEBB, Sidney et Beatrice WEBB (1906), *English Local Government I : The Parish and the County*, Londres, Longmans, 664 p.
- WIEN, Tom (1987), « Visites paroissiales et production agricole au Canada vers la fin du XVIII^e siècle », dans François Lebrun et Normand Séguin (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles*, Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières et Presses universitaires de Rennes 2, p. 183-194.
- XX^e congrès eucharistique international (1911), Montréal, Beauchemin, 1102 p.
- YOUNG, Brian (1986), *In Its Corporate Capacity : The Seminary of Montreal as a Business Institution, 1816-1876*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 295 p.